



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 04 du 08 février 2013

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 08 février 2013

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	187
PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE.....	187
SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES.....	187
Décision inter préfectorale n° 2013-26 du 5 février 2013 relative à la composition de la conférence Interdépartementale sur l'arrêt de l'activité minière dans le bassin ferrifère nord-lorrain.....	187
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	188
CABINET.....	188
Bureau des polices administratives.....	188
Arrêté N° 2012/023 du 1er février 2013 portant agrément pour l'exercice d'une activité de domiciliation d'entreprises.....	188
Service interministériel de défense et de protection civile.....	189
Arrêté N° 2013/4/SIDPC du 5 février 2013 portant agrément de l'Association Unité Mobile de Premiers Secours de Meurthe-et-Moselle.....	189
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	189
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	189
Arrêté du 6 février 2013 autorisant l'extension de compétences de la communauté de communes du Grand Valmon et modifiant les statuts en conséquence.....	189
Bureau des procédures environnementales.....	190
Arrêté du 6 février 2013 portant déclaration d'utilité publique des travaux nécessaires à la construction d'une station d'épuration sur le territoire des communes de ROVILLE-devant-BAYON et de NEUVILLER-sur-MOSELLE.....	190
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	191
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST.....	191
DIVISION EXPLOITATION DE METZ.....	191
Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-008 en date du 5 février 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de dépose d'urgence de mâts d'éclairage public au niveau de 2 échangeurs de la RN 52, dans les 2 sens de circulation.....	191
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	192
DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE.....	192
Service Produits de Santé et Biologie.....	192
Arrêté N° 2013-0099 du 23 janvier 2013 portant autorisation de dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical accordée à la Société par Actions Simplifiée « IP SANTE DOMICILE » à partir de son site de rattachement de WOIPPY et de fermer concomitamment les 2 sites de rattachement actuellement autorisés situés à NORROY LE VENEUR et STIRING WENDEL.....	192
Arrêté N° 2013-0111 du 30 janvier 2013 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral par actions simplifiée SELAS « ESPACEBIO » sise 18 avenue Leclerc de Hauteclocque à METZ (57000) enregistrée sous le N° 1.....	193
Arrêté N° 2013-0112 du 30 janvier 2013 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multi-sites exploité par la SELAS « ESPACEBIO » sise 18 avenue Leclerc de Hauteclocque à METZ (57000) - Autorisation N° 57-17 – N° FINESS Entité juridique : 57 002 519 7.....	194
Arrêté N° 2013-0115 DU 31 janvier 2013 modifiant l'autorisation de dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical de la société SYNAPSE SANTE.....	197
Arrêté N° 2013-0116 du 31 janvier 2013 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée SELAS « ALLIANCE-BIO » sise 5 Rue Jolain - 54210 SAINT-NICOLAS de PORT enregistrée sous le N° 05.....	198
Arrêté N° 2013-0117 du 31 janvier 2013 portant modification de l'autorisation de fonctionnement d'un laboratoire de biologie médicale multi-sites exploité par la SELAS « ALLIANCE-BIO » sise 5 rue Jolain - 54210 SAINT NICOLAS DE PORT - Autorisation N° 54-24.....	199
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	200
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	200
Récépissé du 15 janvier 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/344508858 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	200
Récépissé du 17 janvier 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/519209506 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	200
Récépissé du 24 janvier 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/525087698 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	201
Récépissé du 15 janvier 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/530360429 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	201
Récépissé du 21 janvier 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/752191445 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	202
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE.....	202
SOLIDARITE - INSERTION.....	202
Arrêté N° DDCE/SI/2012-142 du 3 janvier 2013 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs.....	202
Arrêté N° DDCE/SI/2012-143 du 3 janvier 2013 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Délégué aux prestations familiales pour une durée de 5 ans.....	203
Arrêté N° DDCE/SI/2012-144 du 3 janvier 2013 complétant et modifiant l'arrêté N° DDCE/SI/2012-01 du 17 février 2012 fixant la liste des Mandataires Judiciaires à la Protection des Majeurs et des délégués aux prestations familiales du département de Meurthe-et-Moselle.....	203
Arrêté d'affectation des réservistes sanitaires dans le cadre du plan grand froid en date du 1er février 2013.....	204
AUTRES SERVICES.....	205
RESEAU FERRE DE FRANCE.....	205
Décision du 31 janvier 2013 prononçant le déclassement du domaine public ferroviaire d'un terrain bâti à VILLE-EN-VERMOIS (Meurthe-et-Moselle).....	205
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	206
DIRECTION GENERALE ET AFFAIRES JURIDIQUES.....	206
Délégation de signature 2013-02-01-1 du 1er février 2013.....	206
Délégation de signature 2013-02-01-2 du 1er février 2013.....	206
Délégation de signature 2013-02-01-3 du 1er février 2013.....	206
Délégation de signature 2013-02-01-4 du 1er février 2013.....	208
Délégation de signature 2013-02-01-6 du 1er février 2013.....	208
Délégation de signature 2013-02-01-7 du 1er février 2013.....	209
Délégation de signature 2013-02-01-8 du 1er février 2013.....	209
Délégation de signature 2013-02-01-9 du 1er février 2013.....	210
Délégation de signature 2013-02-01-10 du 1er février 2013.....	210
Délégation de signature 2013-02-01-13 du 1er février 2013.....	211
Décision du 1er février 2013 d'habilitation et de délégation de signature en faveur de Monsieur Jean-Paul GASSMANN, Ingénieur Sécurité– Responsable Département Sécurité.....	211
Décision du 1er février 2013 d'habilitation et de délégation de signature en faveur de Monsieur David MARCHAL, Adjoint à l'Ingénieur Sécurité.....	212
CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY.....	212
DIRECTION.....	212
Décision N° 004/13 de délégation de signature en date du 23 janvier 2012.....	212
Décision N° 005/13 de délégation de signature en date du 23 janvier 2012.....	213
AVIS ET COMMUNICATIONS.....	213
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	213

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	213
Avis relatif à l'extension d'un avenant salarial à la convention collective de travail concernant les exploitations de polyculture et d'élevage du département de Meurthe-et-Moselle.....	213
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE.....	214
PREVENTION DES RISQUES.....	214
Document du 30 janvier 2013 listant les agents de la DREAL – direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement - Lorraine habilités au titre de l'article R.8111-8 du code du travail pour l'inspection du travail dans les mines et carrières.....	214

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE****SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES****Décision inter préfectorale n° 2013-26 du 5 février 2013 relative à la composition de la conférence Interdépartementale sur l'arrêt de l'activité minière dans le bassin ferrifère nord-lorrain**

Les Préfets de la Région Lorraine et de la Moselle, de la Meurthe-et-Moselle et de la Meuse,

VU l'article 93 du code minier ;

VU le décret du 22 mars 2007 instituant une Commission nationale de concertation sur les risques miniers ;

VU la décision interdépartementale du 25 mars 1997 portant création de la Conférence interdépartementale permanente sur les conséquences de l'arrêt de l'activité minière, modifiée ;

VU la décision préfectorale interdépartementale modificative du 26 juillet 2007 ;

CONSIDÉRANT les conséquences diverses de l'arrêt de l'activité minière et notamment les risques qu'il est susceptible d'entraîner pour les personnes et les biens ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'informer la population et ses élus ;

CONSIDÉRANT l'utilité d'une mise en commun des connaissances techniques et scientifiques les plus actuelles, ainsi que l'expérience acquise en la matière ;

CONSIDÉRANT le caractère interdépartemental du risque impliquant une action concertée des services de l'Etat dans les départements de la Moselle, de la Meurthe-et-Moselle et de la Meuse et avec l'ensemble des parties prenantes de l'Après-Mines ;

DECIDENT

Article 1er : La Conférence interdépartementale permanente sur les conséquences de l'arrêt de l'activité minière poursuit sa mission d'étudier les conséquences de l'arrêt de l'activité minière sur le bassin ferrifère nord lorrain. Elle a pour objet d'échanger l'information, notamment, sur les sujets suivants :

- l'information scientifique sur les conséquences des exploitations minières,
- l'état d'avancement de l'évaluation des aléas miniers,
- les règles d'urbanisme en zone d'aléas miniers, les porters à connaissance ou les plans de prévention des risques miniers, en cours,
- l'état d'avancement des procédures d'arrêt des exploitations minières, en cours,
- la problématique de la gestion de l'eau dans le contexte minier,
- les dossiers de mises en sécurité, d'expropriations et d'indemnisations traités dans le périmètre de la conférence.

Article 2 : La conférence est présidée conjointement par le Préfet de la région Lorraine, Préfet de la Moselle, le Préfet de Meurthe-et-Moselle et le Préfet de la Meuse, représentés.

Elle est compétente pour les départements de la Moselle, de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse.

Elle se réunit une fois par an.

Article 3 : Composition

La Conférence interdépartementale permanente sur les conséquences de l'arrêt de l'activité minière est composée comme suit :

- au titre des élus nationaux :

* Les Députés des circonscriptions suivantes concernées :

- . Moselle (I, II, VIII, IX),
- . Meurthe-et-Moselle (VI et III)
- . Meuse (II)

* Les Sénateurs des départements de la Moselle, de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse (11)

- au titre des élus locaux :

* M. le Président du Conseil Régional, ou son représentant

* MM. les Présidents des Conseils Généraux de Moselle, de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse, ou leur représentant

* Deux maires désignés par la Fédération départementale des Maires de Moselle

* Deux maires désignés par l'Association départementale des Maires de Meurthe-et-Moselle

* Un maire désigné par l'Association départementale des Maires de la Meuse

* Les maires et les Présidents des EPCI concernés par des sujets particuliers de l'ordre du jour

- au titre des exploitants :

* Le représentant de la SA LORMINES

* Le représentant d'ARCELOR Luxembourg Division des Mines Françaises (anciennement ARBED)

- au titre des services de l'Etat :

* Les Sous- Préfets territorialement concernés

* La directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine ou son représentant

* Les directeurs départementaux des territoires ou leurs représentants de Moselle, de Meurthe-et-Moselle, et de la Meuse

* Le directeur général de l'agence régionale de la santé de Lorraine ou son représentant

* Le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt ou son représentant

* Les directeurs des services en charge de la Protection civile ou leurs représentants

- au titre des associations :

* Le Président de l'Association des Communes Minières de France ou son représentant

* Le président du Collectif de défense des Communes Minières de Lorraine ou son représentant

* des Présidents d'associations concernées invités en fonction de l'ordre du jour ou leurs représentants

- au titre des organismes compétents :

* Le Directeur de GEODERIS

* Le Directeur de Centre d'Etudes Techniques de l'Equipement de l'Est

* Le Directeur Général de l'Etablissement Public Foncier Lorrain

* Le Directeur de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse (AERM)

* Le Directeur du DPSM/BRGM

* Le Directeur du Fonds de Garantie des Assurances Obligatoires

Article 4 : Conseil Scientifique

En tant que de besoin, le Préfet coordonnateur peut saisir un conseil scientifique, chargé de se prononcer sur les études techniques et scientifiques préalables à l'information des membres de la CIAM.

Il est composé de :

- M. le Préfet de la région Lorraine, Préfet de la Moselle ;

- M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
- M. le Préfet de la Meuse ;
- un représentant du ministre chargé des mines ;
- Mme la Directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine ou son représentant ;
- M. le Directeur de GEODERIS ;
- M. le Directeur du Bureau de Recherche Géologique et Minière (B.R.G.M.) ;
- M. le Président du Groupement d'Intérêt Scientifique sur l'Impact et la Sécurité des Ouvrages Souterrains (GISOS) ;
- M. le Directeur du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB) ;
- M. le Directeur de Centre d'Etudes Techniques de l'Equipement de l'Est ;
- M. le Directeur régional de l'Institut National de l'Environnement Industriel et des Risques (INERIS) ;
- M. le Directeur de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse (AERM) ;
- M. le Directeur de l'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Nancy ;
- M. le Directeur de l'Ecole de Géologie de Nancy ;

Ainsi que toutes personnes qualifiées invitées sur les sujets à l'ordre du jour.

Article 5 : La décision interdépartementale de modification de la CIAM du 26 juillet 2007 est abrogée.

Article 6 : M. le secrétaire général de la préfecture de la Moselle et MM. les préfet de la Meurthe-et-Moselle et de la Meuse sont chargés de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil départemental des actes administratifs de ces trois préfectures.

Le Préfet de la Moselle,
Nacer MEDDAH

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
Raphaël BARTOLT

Le Préfet de la Meuse,
Isabelle DILHAC

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CABINET

Bureau des polices administratives

Arrêté N° 2012/023 du 1er février 2013 portant agrément pour l'exercice d'une activité de domiciliation d'entreprises

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la directive 2005/60/CE du Parlement et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme ;

VU le code de commerce, notamment ses articles L. 123-11-3 à L. 123-11-8 et R.123-166-1 et suivants ;

VU le code monétaire et financier, notamment ses articles L. 561-37 à L. 561-43 ;

VU l'ordonnance n° 2009-104 du 30 janvier 2009 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, notamment ses articles 9 et 20 ;

VU le décret n° 2009-1535 du 10 décembre 2009 définissant les modalités de contrôle du respect des obligations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme par les personnes mentionnées aux 8°, 9° et 15° de l'article L. 561-2 du code monétaire et financier et relatif à la Commission nationale des sanctions (articles R. 561-43 à R. 561-50 du code monétaire et financier) ;

VU le décret n° 2009-1695 du 30 décembre 2009 relatif à l'agrément des domiciliataires d'entreprise soumises à immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers (articles R. 123-166-1 à R. 123-166-5 du code de commerce) ;

VU la circulaire NOR IOCA1007023C du 11 mars 2010 du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales relative aux conditions d'agrément des entreprises fournissant une domiciliation juridique ;

VU le dossier de demande d'agrément présenté par la SCI Expert Technologie Immobilière (ETI) le 26 novembre 2012 ;

VU la saisine du directeur régional adjoint des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle (secrétaire permanent du comité opérationnel départemental anti-fraude) en date du 29 novembre 2012 ;

CONSIDÉRANT que la SCI Expert Technologie Immobilière (ETI) satisfait aux obligations imposées par la loi et que ses dirigeants présentent une honorabilité et une aptitude conformes aux attentes exigées des entreprises intervenant dans le secteur économique et financier ;

SUR proposition de la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : La société Expert Technologie Immobilière (ETI), société civile immobilière au capital de 10 000 €, domiciliée 359, boulevard des Technologies à Ludres (54710), immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nancy sous le numéro 478 011 257, est agréée pour exercer l'activité de domiciliation d'entreprises pour une durée de six ans.

Article 2 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation ou la direction de la société Expert Technologie Immobilière (ETI), notamment la création d'un ou plusieurs établissements secondaires, doit être porté à la connaissance du préfet dans un délai de deux mois.

Article 3 : L'agrément peut être suspendu pour une durée de six mois au plus ou retiré par le préfet lorsque l'entreprise de domiciliation ne remplit plus les conditions prévues au II de l'article L. 123-11-3 (incompatibilités) ou n'a pas effectué la déclaration prévue à l'article R. 123-166-4 (changement de situation).

Lorsque l'entreprise de domiciliation fait l'objet d'une procédure devant la Commission nationale des sanctions instituée à l'article L. 561-38 du code monétaire et financier, son agrément peut être suspendu par le préfet, à titre conservatoire, pour une durée de six mois au plus, renouvelable par décision spécialement motivée. La décision de suspension ne peut être prise qu'après que le domiciliataire a été mis en mesure de présenter ses observations. Elle cesse de plein droit de produire des effets dès que la commission a rendu sa décision.

La décision de suspension ou de retrait peut être prise pour un seul établissement.

Article 4 : Cet arrêté pourra faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

- soit d'un recours gracieux auprès de mes services: le recours devra être écrit, exposer les arguments ou faits nouveaux,
- soit d'un recours hiérarchique auprès du ministère de l'intérieur. S'il ne vous a pas été répondu, dans un délai de deux mois, à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté,
- soit d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, sis à Nancy, 5 place de la Carrière.

Article 5 : La sous-préfète, directrice de cabinet, et le directeur régional adjoint des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselles, sont chargés, chacune en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Christophe JEANDEL, gérant de la SCI Expert Technologie Immobilière (ETI), et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 1er février 2013

Le Préfet
Pour le Préfet et par délégation ,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

*Service interministériel de défense et de protection civile***Arrêté N° 2013/4/SIDPC du 5 février 2013 portant agrément de l'Association Unité Mobile de Premiers Secours de Meurthe-et-Moselle**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

VU le décret n° 2006-237 du 27 février 2006 relatif à la procédure d'agrément de sécurité civile ;

VU le dossier de demande d'agrément de sécurité civile présentée par l'association Unité Mobile de Premiers Secours de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition de la directrice de cabinet ;

ARRETE

Article 1er : L'association Unité Mobile de Premiers Secours de Meurthe-et-Moselle est agréée dans le département de Meurthe-et-Moselle, pour une durée de trois ans, pour participer aux missions de sécurité civile selon le type des missions définies ci-dessous :

A : Secours à personnes.

B : Actions de soutien aux populations sinistrées.

D : Dispositifs prévisionnels de secours.

Article 2 : L'association Unité Mobile de Premiers Secours de Meurthe-et-Moselle apporte dans le cadre de cet agrément de sécurité civile, son concours aux missions conduites par le service d'incendie et de secours dans les conditions fixées par le règlement opérationnel prévu à l'article L.1424-4 du code général des collectivités territoriales, à la demande du directeur des opérations de secours et sous l'autorité du commandant des opérations de secours.

Article 3 : L'agrément accordé par le présent arrêté peut être retiré en cas de non-respect d'une des conditions fixées par le décret n°2006-237 du 27 février 2006 susvisé.

Article 4 : L'association s'engage à signaler, sans délai, au préfet toute modification substantielle susceptible d'avoir des incidences significatives sur le plan de l'agrément de sécurité civile, pour lequel cet arrêté est pris.

Article 5 : La directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 5 février 2013

Le Préfet
Pour le Préfet et par délégation ,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE*Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités***Arrêté du 6 février 2013 autorisant l'extension de compétences de la communauté de communes du Grand Valmon et modifiant les statuts en conséquence**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-17 et L5211-5 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 décembre 1996 autorisant la création de la communauté de communes du Grand Valmon ;

VU la délibération du 9 juillet 2012 par laquelle le conseil communautaire de la communauté de communes du Grand Valmon décide de modifier les statuts de la communauté de communes ;

VU la délibération du 24 octobre 2012 par laquelle le conseil communautaire de la communauté de communes du Grand Valmon décide d'étendre les compétences de l'établissement en matière de fourrière animale.

VU la lettre de notification aux communes en date du 26 octobre 2012 demandant aux conseils municipaux de délibérer sur ces deux points ;

VU les délibérations favorables des communes de :

- Autreville-sur-Moselle en date du 3 décembre 2012,

- Bezaumont en date du 21 novembre 2012,

- Landremont en date du 19 novembre 2012,

- Loisy en date du 8 novembre 2012,

- Sainte-Geneviève en date du 4 décembre 2012,

- Ville-au-Val en date du 28 novembre 2012 ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres de la communauté de communes la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L5211-17 et L5211-5 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : Le groupe de compétences « Aménagement de l'Espace » de la communauté de communes du Grand Valmon est complété comme suit :

« - *Création et entretien des chemins de randonnées.*

- *Mise en place suivi et financement d'opération de valorisation des vergers et création de circuit découverte.*

- *Aménagement, étude et réalisation des travaux de renaturation de la NATAGNE et de l'OBRION (cours d'eau traversant le territoire de la Communauté) destiné à restaurer et à valoriser leurs qualités biologiques, paysagères et hydrauliques tout en tenant compte du contexte socio-économique et culturel local.*

- *Aménagement et création de la voie verte. »*

Le reste sans changement.

Article 2 : Le groupe de compétences « Protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie » de la communauté de communes du grand Valmon est complété comme suit :

« - *Elimination des déchets des ménages et assimilés, dont les politiques du tri sélectif et de la déchetterie.*

- *Réalisation d'une étude diagnostique par la mise en œuvre des dispositions relatives à la collecte et au traitement des eaux usées sur les communes.*

- *Action en faveur de l'amélioration de la qualité visuelle et fonctionnelle de l'habitat sur l'espace communautaire.*

- *Fourrière animale. »*

Le reste sans changement.

Article 3 : Le groupe de compétences « Politique d'animation locale » de la communauté de communes du grand Valmon est complété comme suit :

- « - *Création, organisation et développement des services équipements et actions d'intérêt communautaire dans le domaine de l'Enfance, la jeunesse et l'intergénérationnelle et la famille.*
- *Accompagnement financier et technique du Grand Valmon aux associations locales poursuivant une mission d'intérêt général.*
- *Acquisition et mise à disposition d'un parc matériel.* »

Le reste sans changement.

Article 4 : Le groupe de compétences « Culture et communication » de la communauté de communes du grand Valmon est complété comme suit :

- « *Frais relatifs à l'activité des bibliothèques.* »

Le reste sans changement.

Article 5 : Les statuts modifiés en conséquence resteront annexés au présent arrêté.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture et le président de la communauté de communes du Grand Valmon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes intéressées et au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 6 février 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Les statuts annexés sont consultables en préfecture à la Direction de l'Action Locale Bureau du contrôle de légalité de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités et au siège de la communauté de communes.

Bureau des procédures environnementales

Arrêté du 6 février 2013 portant déclaration d'utilité publique des travaux nécessaires à la construction d'une station d'épuration sur le territoire des communes de ROVILLE-devant-BAYON et de NEUVILLER-sur-MOSELLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.11-1 à L.11-6 et R.11-1 à R.11-18 ;
VU le décret n° 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L.372-1-1 et L.372.3 du code des communes ;
VU la directive européenne n°91/271 du 31 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires, notamment son article 7 ;
VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
VU la délibération du 16 mars 2011 du comité du Syndicat intercommunal d'assainissement du Chalet décidant l'acquisition par voie d'expropriation des terrains nécessaires au projet de construction d'une station d'épuration dans le cadre du programme d'assainissement collectif des communes de Roville-devant-Bayon, Neuville-sur-Moselle et Mangonville, et sollicitant du préfet de Meurthe-et-Moselle l'ouverture conjointe de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et de l'enquête parcellaire ;
CONSIDÉRANT que le président du Syndicat intercommunal d'assainissement du Chalet a demandé, par courrier du 27 juin 2012, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet susvisé ;
CONSIDÉRANT que j'ai ordonné, par arrêté préfectoral du 7 novembre 2012, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet du 26 novembre au 17 décembre 2012 inclus ;
CONSIDÉRANT que le commissaire-enquêteur a émis le 15 janvier 2013 un avis favorable à la déclaration d'utilité publique des travaux nécessaires à la construction d'une station d'épuration sur le territoire des communes de Roville-devant-Bayon et de Neuville-sur-Moselle ;
CONSIDÉRANT après analyse du dossier soumis à enquête publique, et à la lecture des observations du public formulées pendant l'enquête, des conclusions du commissaire-enquêteur sur le projet, que les avantages du projet l'emportent sur ses inconvénients ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

Article 1er : Les travaux nécessaires à la construction d'une station d'épuration sur le territoire des communes de Roville-devant-Bayon et de Neuville-sur-Moselle, sont déclarés d'utilité publique.

Article 2 : La présente déclaration d'utilité publique est prononcée au profit du Syndicat intercommunal d'assainissement du Chalet.

Article 3 : L'acquisition par le Syndicat intercommunal d'assainissement du Chalet des parcelles nécessaires à la réalisation du projet visé à l'article 1er du présent arrêté peut être opérée soit par voie amiable, soit par voie d'expropriation dans les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires du code de l'expropriation.

Article 4 : L'expropriation doit être accomplie dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 5 : Le présent arrêté sera affiché dans les communes de Mangonville, Neuville-sur-Moselle et Roville-devant-Bayon pendant deux mois aux lieux ordinaires d'affichage des actes administratifs, et fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le président du Syndicat intercommunal d'assainissement du Chalet, les maires des communes de Mangonville, Neuville-sur-Moselle et Roville-devant-Bayon, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée, pour information, à :

- M. le Président du Tribunal administratif de Nancy ;
- M. Yves GRY– commissaire-enquêteur ;
- M. le Directeur départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle, service police de l'eau.

Nancy, le 6 février 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST
DIVISION EXPLOITATION DE METZ

Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-008 en date du 5 février 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de dépose d'urgence de mâts d'éclairage public au niveau de 2 échangeurs de la RN 52, dans les 2 sens de circulation

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction inter-ministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté N° 2012-158 du 10 mai 2012 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions.

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 03 décembre 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier;

VU le dossier d'exploitation en date du 01/02/2013 présenté par le district de Metz ;

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 04/02/2013 ;

VU l'information du CRICR de Metz ;

VU l'avis du district de Metz en date du 01/02/2013 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2. Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN 52	
POINTS REPERES (PR)	Du PR 17+850 au PR 19+850	
SENS	Sens : Metz-Belaïque et Belaïque-Metz	
SECTION	Échangeur du Pulventeux (RN52/RD618) et échangeur de Cosnes-et-Romain (RN52/RD43)	
NATURE DES TRAVAUX	Travaux de dépose d'urgence d'Éclairage Public	
PERIODE GLOBALE	Du 06 février au 8 février 2013	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Fermeture diurne des bretelles de sortie ou d'entrée de l'échangeur où se déroulent les travaux avec déviation par les échangeurs situés en amont et en aval de l'échangeur en travaux (½ journée par bretelle).	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - DIR Est	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Villers-la-Montagne

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Du 06 février au 08 février 2013 entre 8h30 et 15h00	Sortie ou entrée échangeur Pulventeux et Cosnes-et-Romain Sens Metz-Belgique	Fermeture de la bretelle de sortie ou de la bretelle d'entrée de l'échangeur impacté par les travaux (½ journée par bretelle) à l'avancement.	Déviation par les échangeurs situés en amont et en aval de l'échangeur en travaux.
2	Du 06 février au 08 février 2013 entre 8h30 et 15h00	Sortie ou entrée échangeur Pulventeux et Cosnes-et-Romain Sens Belgique-Metz	Fermeture de la bretelle de sortie ou de la bretelle d'entrée de l'échangeur impacté par les travaux (½ journée par bretelle) à l'avancement.	Déviation par les échangeurs situés en amont et en aval de l'échangeur en travaux.

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de la société SPIE,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 5 février 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
Philippe LEFRANC

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE

Service Produits de Santé et Biologie

Arrêté N° 2013-0099 du 23 janvier 2013 portant autorisation de dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical accordée à la Société par Actions Simplifiée « IP SANTE DOMICILE » à partir de son site de rattachement de WOIPPY et de fermer concomitamment les 2 sites de rattachement actuellement autorisés situés à NORROY LE VENEUR et STIRING WENDEL

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique, et notamment l'article L. 4211-5 ;

VU l'arrêté du 17 novembre 2000 relatif aux Bonnes Pratiques de Dispensation à domicile de l'Oxygène à Usage Médical ;

VU l'arrêté du 19 décembre 2006 définissant les modalités de la délivrance mentionnées aux articles D. 5232-10 et D. 5232-12 et fixant la liste des matériels et services prévue à l'article L. 5232-3 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 23 décembre 2011 relatif à la formation préparant à la fonction de prestataire de services et distributeur de matériels, y compris les dispositifs médicaux, destinés à favoriser le retour à domicile et l'autonomie des personnes malades ou présentant une incapacité ou un handicap ;

VU l'arrêté n°2012-0931 du 24 août 2012 portant autorisation de dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical de la Société IP SANTE DOMICILE pour son site de NORROY LE VENEUR ;

VU l'arrêté n°2012-1008 du 24 septembre 2012 portant modification de l'autorisant de dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical de la Société IP SANTE DOMICILE pour son site de STIRING WENDEL ;

VU le décret n°2006-1637 du 19 décembre 2006 relatif aux prestataires de services et distributeurs de matériels, y compris les dispositifs médicaux, destinés à favoriser le retour à domicile et l'autonomie des personnes malades ou présentant une incapacité ou un handicap, modifié ;

VU la circulaire n° DGS/SD3A/2001/234 du 25 mai 2001 relative aux autorisations préfectorales accordées à des personnes morales en vue de la dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical ;

CONSIDÉRANT le dossier de demande présenté le 19 septembre 2012 par la Société « IP Santé Domicile » en vue d'obtenir l'autorisation de dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical pour son site de Woippy et la fermeture des sites de Norroy le Veneur et Stiring Wendel ;

CONSIDÉRANT que le nouveau site situé à Woippy regroupera les activités préalablement autorisées sur les sites de Norroy-le-Veneur et Stiring Wendel ;

CONSIDÉRANT le rapport d'enquête du Pharmacien Inspecteur de Santé Publique en date du 14 décembre 2012 établi suite à sa visite sur site le 28 novembre 2012 ;

CONSIDÉRANT les éléments de réponse et engagements de l'établissement reçus en date des 9 et 21 janvier 2013 ;

CONSIDÉRANT l'avis favorable rendu par le Pharmacien Inspecteur de Santé Publique dans sa conclusion définitive en date du 23/01/2013 ;

CONSIDÉRANT l'avis favorable rendu par le Conseil Central de la section D de l'Ordre National des Pharmaciens en date du 22 janvier 2013 ;

A R R E T E

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté la Société par Actions Simplifiée « IPSANTE Domicile » est autorisée à dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical dans les conditions suivantes :

Forme juridique : Société par Actions Simplifiée

Siège social : 16 rue Montbrillant- Europarc Rive Gauche – 69003 LYON.

Site de rattachement : 2 rue Saint Vincent – Bâtiment B – 57140 WOIPPY

Pharmacien responsable : Mme Annick CHATELET (0.4 ETP minimum)

Aire géographique desservie : Lorraine : Meurthe et Moselle (54) - Meuse (55) - Moselle (57) - Vosges (88)

Aire géographique desservie exceptionnellement : Alsace : Bas Rhin (67) - Haut Rhin (68)

Champagne Ardenne : Ardennes (08) - Marne (51) - Haute-Marne (52)

Franche Comté : Belfort (90) - Haute-Saône (70)

Article 2 : Les activités de ces sites doivent être réalisées en conformité avec les dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 relatif aux bonnes pratiques de dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical ;

Article 3 : Toute modification des éléments figurant dans la présente autorisation doit donner lieu à déclaration au Directeur Général de l'ARS Lorraine ;

Article 4 : Toute infraction aux dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 pourra entraîner la suspension ou la suppression de la présente autorisation ;

Article 5 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans le délai de deux mois :

- Auprès du Ministre des Affaires Sociales et de la Santé - 14 avenue Duquesne - 75350 PARIS 07 SP - pour le recours hiérarchique ;

- Devant le Tribunal Administratif compétent - pour le recours contentieux.

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication aux recueils des actes administratifs pour les autres personnes.

Article 6 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société « IPSANTE DOMICILE » et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (Conseil Central de la Section D)

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Alsace

- Monsieur le directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Rhône-Alpes

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Franche Comté

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Champagne-Ardenne

- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Moselle

et inséré au recueil des actes administratifs des Préfectures de Lorraine, Meurthe et Moselle et Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Directeur Général Adjoint,

Marie-Hélène MAITRE

Arrêté N° 2013-0111 du 30 janvier 2013 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral par actions simplifiée SELAS « ESPACEBIO » sise 18 avenue Leclerc de Hauteclouque à METZ (57000) enregistrée sous le N° 1

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 92-545 du 17 Juin 1992 relatif aux sociétés d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2012-1120 du 18 Octobre 2012 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée (SELAS) « ESPACEBIO » dont le siège social se situe à Metz (57000), 18 avenue Leclerc de Hauteclouque enregistrée sous le n°1 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2012-A-119 du 17 décembre 2012 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Claude d'HARCOURT Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de la région Lorraine ;

CONSIDÉRANT la demande présentée le 17 octobre 2012 par le Groupement Strasbourgeois d'Avocats (GSA) au nom et pour le compte de la société « ESPACEBIO » ;

CONSIDÉRANT que la demande porte sur :

- La cessation d'une action détenue par la société ESPACE-BIO au profit de Madame MELIN et son agrément en qualité de nouvel associé de la dite société ;

- L'agrément de la société MPA FINANCES SARL en qualité de nouvel associé de la société ESPACE-BIO

CONSIDÉRANT la demande présentée le 22 Octobre 2012 et complétée le 31 décembre 2012, par la société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée SELAS « ESPACEBIO » ;

CONSIDÉRANT que la demande porte sur :

- La cession du laboratoire de biologie médicale sis 4 rue Alfred Labbé à Mont-Saint-Martin (54350) ;

- La cessation de ses fonctions de biologiste médical de Monsieur Thierry DUBOST à compter du 31 Janvier 2013 ;

CONSIDÉRANT la demande présentée le 11 janvier 2013 par le Groupement Strasbourgeois d'Avocats (GSA) au nom et pour le compte de la société « ESPACEBIO » ;

CONSIDÉRANT que la demande porte sur :

- La nomination de Monsieur Jacques BAILLET au titre et fonctions de biologiste médical au sein de la société ESPACE-BIO pour la période du 14 Janvier 2013 au 30 Juin 2013 ;

- La nomination de Madame Béatrice AUBRY-RAEL au titre et fonctions de biologiste médical au sein de la société ESPACE-BIO à compter du 1er février 2013 ;

ARRETE

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté, les dispositions de l'article 1 de l'arrêté n° 2012-1120 susvisé relatif à l'agrément de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée SELAS « ESPACEBIO » sont remplacées par les suivantes :

Dénomination sociale : « ESPACEBIO »

Siège social : 18 Avenue Leclerc de Hauteclouque
57000 METZ

Forme juridique : Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée (SELAS)

Sites exploités : La société d'exercice libéral par actions simplifiée SELAS « ESPACEBIO » agréée sous le n°1 exploite à compter de la date du présent arrêté le laboratoire de biologie médicale multisite dont le siège social est situé 18 Avenue Leclerc de Hauteclouque, à METZ (57000), autorisé sous le n° 57-17 et implanté sur les 24 sites ci-dessous :

- 18 avenue Leclerc de Hauteclouque - 57000 METZ,

- 14 rue Charlemagne - 57000 METZ,

- 23 rue Raymond POINCARÉ - 57505 SAINT AVOLD,

- 57 Grande Rue - 57280 MAIZIERES LES METZ,

- 44 rue Saint Sauveur – 57730 VALMONT,
- 9 rue de Metz – 54150 BRIEY,
- 21 rue de la liberté – 54490 PIENNES,
- 17 boulevard d'Alsace – 57070 METZ,
- 24 rue Jean Burger – 57070 SAINT- JULIEN LES METZ,
- 12 rue Clemenceau – 57430 SARRALBE,
- 10 avenue Robert Schuman – 57000 METZ,
- 19-21 place du Quarteau – 57000 METZ,
- 22 rue Commandant Brasseur – 57000 METZ,
- 12 place Georges Clemenceau – 57220 BOULAY,
- 48 place de la République – 54800 JARNY,
- 44 rue Nationale – 57600 FORBACH,
- 18 place Aristide Briand – 57600 FORBACH,
- 1 rue Victor Hugo – 57450 THEDING,
- 45 rue Saint Pierre – 57000 METZ,
- 156 rue de Metz - 57525 THALANGE,
- 12 place de la République – 57100 THIONVILLE
- 40 rue de la Gare – 57150 CREUTZWALD
- 13 rue des Généraux Cremer – 57200 SARREGUEMINES
- 4 rue Alfred Labbé – 54350 MONT SAINT-MARTIN

Les fonctions de biologistes coresponsables sont assurées par :

- Monsieur Michel PAX, biologiste médical, Médecin,
- Monsieur Hicham BOUGHALI, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Jean Philippe RAULT, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Hervé BRULE, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Christophe KAJZER, biologiste médical, Médecin,
- Madame Pascale ERRARD, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Marie-Hélène CLAUDET, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Jacques DAROLLES, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Danièle MOLINARI, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Gérard GOS, biologiste médical, Pharmacien,
- Mademoiselle Sarah SCHILLINGER, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Richard WASELS, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Marie-Odile DENJEAN, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Nicole DILIGENT, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Aurélie JAGER, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Lorène ROWDO, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Jean-Jacques SCHNEIDER, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Jocelyn THONNON, biologiste médical, Médecin,
- Madame Rebecca PHILIPPS, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Jean-Louis NEUMANN, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Dominique AUBERTIN, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Aurélie PALMIERI, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Brigitte BERNAT, biologiste médical, Pharmacien.

Les fonctions de biologiste médical sont assurées par :

- Monsieur Philippe VALANTIN, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Aurélie MELIN, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Gérard PETITPAS, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Michel CHARON, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Jacques BAILLET, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Béatrice AUBRY-RAEL, biologiste médical, Médecin.

Les fonctions de biologiste médical dans le domaine de spécialisation sont assurées par :

- Madame Christiane WITTMER, biologiste médical.

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de 2 mois :

- Auprès du Ministre des Affaires Sociales et de la Santé – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Strasbourg – 31 Avenue de la Paix – BP.1038 67070 STRASBOURG CEDEX - pour le recours contentieux.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et le Préfet de la Moselle sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELAS « ESPACEBIO », et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des produits de santé,
- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de Moselle et de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (Section G),
- Madame la Directrice de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Moselle,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle,

et sera publié au Recueil des actes Administratifs de la Préfecture de Lorraine, Meurthe et Moselle et Moselle.

Pour le Préfet de la Moselle et par délégation,

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Claude d'HARCOURT

Arrêté N° 2013-0112 du 30 janvier 2013 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multi-sites exploité par la SELAS « ESPACEBIO » sise 18 avenue Leclerc de Hauteclocque à METZ (57000) - Autorisation N° 57-17 – N° FINESS Entité juridique : 57 002 519 7

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;
VU l'arrêté du 26 novembre 1999 modifié relatif à la bonne exécution des analyses de biologie médicale ;
VU l'arrêté n°2010-391 en date du 25 Novembre 2010 définissant les territoires de santé de la région Lorraine ;
VU l'arrêté N°2010-212 du 13 Aout 2010 portant autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale du Centre Hospitalier Hôtel DIEU sis 4 rue Alfred Labbé à Mont-Saint-Martin (54350), autorisé sous le numéro 54-28 ;
VU l'arrêté n°2012-1120 du 18 octobre 2012 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multisite sis 18 avenue Leclerc de Hauteclouque – 57000 METZ, enregistrée sous le n° 57-17 ;
VU l'arrêté n°2013-0111 du 30 Janvier 2013 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral par actions simplifiée SELAS « ESPACEBIO » sise 18 avenue Leclerc de Hauteclouque- 57000 Metz ;
VU la décision n°2013-0074 du 30 Janvier 2013 relative à la demande d'autorisation de changement de local et de catégorie du dépôt de sang d'Alpha Santé Centre Hospitalier de Mont-Saint-Martin
CONSIDÉRANT la demande présentée le 22 Octobre 2012 et complétée le 31 décembre 2012, par la société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée SELAS « ESPACEBIO » ;
CONSIDÉRANT que la demande porte sur :
- La cession du laboratoire de biologie médicale sis 4 rue Alfred Labbé à Mont-Saint-Martin (54350) ;
- La cessation de ses fonctions de biologiste médical de Monsieur Thierry DUBOST à compter du 31 Janvier 2013 ;
CONSIDÉRANT la demande présentée le 11 janvier 2013 par le Groupement Strasbourgeois d'Avocats (GSA) au nom et pour le compte de la société « ESPACEBIO » ;
CONSIDÉRANT que la demande porte sur :
- La nomination de Monsieur Jacques BAILLET au titre et fonctions de biologiste médical au sein de la société ESPACE-BIO pour la période du 14 Janvier 2013 au 30 Juin 2013 ;
- La nomination de Madame Béatrice AUBRY-RAEL au titre et fonctions de biologiste médical au sein de la société ESPACE-BIO à compter du 1er Février 2013 ;

ARRETE

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté, l'autorisation de fonctionnement délivrée au laboratoire de biologie médicale suivant est abrogée :

- Laboratoire d'analyses de biologie médicale du Centre Hospitalier de l'Hôtel DIEU sis 4 rue Alfred Labbé à Mont-Saint-Martin - 54350 autorisé à fonctionner sous le n° 54-28 ;

Article 2 : A compter de la date du présent arrêté, les dispositions de l'article 2 de l'arrêté n°2012-1120 susvisé, sont modifiées comme suit :

Le laboratoire de biologie médicale multi-sites dont le siège social est situé 18 Avenue Leclerc de Hauteclouque – 57000 METZ est autorisé à fonctionner sous le numéro 57-17 sur les 24 sites suivants, ouverts au public (Numéro de FINESS EJ : 57 002 519 7) :

1. 18 avenue Leclerc de Hauteclouque - 57000 METZ -
N° FINESS Etablissement : 57 002 520 5
Biologistes présents : M. Michel PAX, M. Hicham BOUGHALI, M. Jean-Philippe RAULT,
Activités réalisées : biochimie générale et spécialisée, hématocytologie, hémostase, immuno-hématologie, auto-immunité, allergie, sérologie infectieuse, bactériologie, spermologie, parasitologie – mycologie.
Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h à 18h30, le samedi de 7h à 12h.
2. 14 rue Charlemagne – 57000 METZ
N° FINESS Etablissement : 57 002 521 3
Biologiste présent : Mme Pascale ERRARD
Activités réalisées : aucune activité technique.
Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h30 et de 13h30 à 18h30, le samedi de 7h à 12h30.
3. 23 rue Raymond POINCARE – 57505 SAINT AVOLD
N° FINESS Etablissement : 57 002 523 9
Biologistes présents : M. Aurélie MELIN, Madame Béatrice AUBRY-RAEL
Activités réalisées : biochimie générale et spécialisée, hématocytologie, hémostase, immuno-hématologie, bactériologie, parasitologie – mycologie, spermologie.
Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h à 18h30, le samedi de 7h à 12h30.
4. 57 Grand Rue – 57280 MAIZIERES LES METZ
N° FINESS Etablissement : 57 002 522 1
Biologiste présent : M. Christophe KAJZER
Activités réalisées : aucune activité technique.
Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h30 et de 13h30 à 18h30, le samedi de 7h30 à 12h.
5. Résidence de la Source – 44 rue Saint Sauveur – 57730 VALMONT
N° FINESS Etablissement : 57 002 524 7
Biologiste présent : Melle Sarah SCHILLINGER
Activités réalisées : aucune activité technique.
Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h et de 14h à 19h, le samedi de 7h à 12h.
6. 9 rue de Metz – 54150 BRIEY
N° FINESS Etablissement : 54 002 116 9
Biologiste présent : Mme Marie-Hélène CLAUDET
Activités réalisées : hémostase, spermologie
Activités réalisées en urgence : biochimie générale et spécialisée, hématocytologie
Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h30 et de 14h à 18h30, le samedi de 7h à 12h30.
7. 21 rue de la liberté – 54490 PIENNES
N° FINESS Etablissement : 54 002 117 7
Biologiste présent : M. Jacques DAROLLES
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h et de 14h à 18h, le samedi de 7h30 à 12h.
8. 17 boulevard d'Alsace – 57070 METZ
N° FINESS Etablissement : 57 002 537 9
Biologiste présent : Mme Danièle MOLINARI
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h et de 13h à 18h, le samedi de 7h00 à 12h00.
9. 24 rue Jean Burger – 57070 SAINT-JULIEN LES METZ
N° FINESS Etablissement : 57 002 536 1
Biologiste présent : M. Gérard GOS
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h et de 14h à 18h, le samedi de 7h à 12h.

10. 12 rue Clemenceau – 57430 SARRALBE
N° FINESS Etablissement : 57 002 570 0
Biologiste présent : M. Philippe VALANTIN
Activités réalisées : hémostase
Activités réalisées en urgence : biochimie générale et spécialisée, hématocytologie
Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h00 et de 14h00 à 18h30, le samedi de 7h30 à 12h00.
11. 10 avenue Robert Schumann – 57000 METZ
N° FINESS Etablissement : 57 002 576 7
Biologiste présent : Mme Odile DENJEAN
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00, le samedi de 7h00 à 12h30.
12. 19-21 place Quarteau – 57000 METZ
N° FINESS Etablissement : 57 002 577 5
Biologiste présent : M. Richard WASELS, M. Jacques BAILLET
Activités réalisées : biochimie générale et spécialisée, sérologie infectieuse, hématocytologie, hémostase, auto immunité, allergologie, immunohématologie, marqueurs sériques trisomie 21, AMP
Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00, le samedi de 7h00 à 12h30.
13. 22 rue du Commandant Brasseur – 57000 METZ
N° FINESS Etablissement : 57 002 578 3
Biologiste présent : Mme ROWDO Lorène
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h30 et de 14h00 à 18h00, le samedi de 7h30 à 12h00.
14. 12 place Georges Clémenceau – 57220 BOULAY
N° FINESS Etablissement : 57 002 575 9
Biologiste présent : Mme Aurélie JAGER BEAUVEIL
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h00 et de 14h30 à 18h00 , le samedi de 7h30 à 12h00.
15. 48 place de la République – 54800 JARNY
N° FINESS Etablissement : 54 002 181 3
Biologiste présent : Mme Nicole DILIGEN
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 18h30, le samedi de 7h00 à 12h00.
16. 44 rue Nationale – 57600 FORBACH
N° FINESS Etablissement : 57 002 571 8
Biologiste présent : Mme Rebecca PHILIPPS
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h30, le samedi de 7h00 à 12h00.
17. 18 place Aristide Briand – 57600 FORBACH
N° FINESS Etablissement : 57 002 573 4
Biologiste présent : M. Jocelyn THONNON
Activités réalisées : hémostase
Activités réalisées uniquement pour les examens urgents : biochimie générale et spécialisée, hématocytologie
Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h30 , le samedi de 7h00 à 12h00.
18. 1 rue Victor Hugo – 57450 THEDING
N° FINESS Etablissement : 57 002 574 2
Biologiste présent : M. Jean-Louis NEUMANN
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00, le samedi de 7h00 à 12h00.
19. 45 rue Saint Pierre – 57000 METZ
N° FINESS Etablissement : 57 002 579 1
Biologiste présent : M. Dominique AUBERTIN
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00, le samedi de 7h00 à 12h00.
20. 156 rue de Metz – 57535 TALANGE
N° FINESS Etablissement : 57 002 580 9
Biologiste présent : Mme Aurélie PALMIERI
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00, le samedi de 7h00 à 12h00.
21. 12 Place de la République – 57100 THIONVILLE
N° FINESS Etablissement : 57 002 592 4
Biologiste présent : Mme Brigitte BERNAT
Activités réalisées : hémostase
Activités réalisées uniquement pour les examens urgents : biochimie générale et spécialisée, hématocytologie
Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h30, le samedi de 7h00 à 12h30.
22. 40 rue de la gare – 57150 CREUTZWALD
N° FINESS Etablissement : 57 002 665 8
Biologiste présent : M. Jean-Jacques SCHNEIDER
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00, le samedi de 7h00 à 12h00.
23. 13 rue des Généraux Crémer – 57200 SARREGUEMINES
N° FINESS Etablissement : 57 002 677 3
Biologiste présent : M. Michel CHARON et M. Gérard PETITPAS
Activités réalisées : hémostase
Activités réalisées en urgence : biochimie générale et spécialisée, hématocytologie
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h15 et de 13h45 à 17h45, le samedi de 7h00 à 12h15.
24. 4 rue Alfred Labbé - 54350 MONT SAINT MARTIN
N° FINESS Etablissement : 54 002 315 7
Biologiste présent : M. Hervé BRULE
Activités réalisées : biochimie générale et spécialisée, pharmaco-toxicologie hématocytologie, hémostase, immuno-hématologie, sérologie infectieuse.

Activités réalisées en urgence : bactériologie, parasitologie, mycologie,

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00, le samedi de 8h00 à 12h00.

Le laboratoire de biologie médicale multi-sites est dirigé par les biologistes coresponsables suivants :

- Monsieur Michel PAX, biologiste médical, Médecin,
- Monsieur Hicham BOUGHALI, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Jean Philippe RAULT, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Hervé BRULE, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Christophe KAJZER, biologiste médical, Médecin,
- Madame Pascale ERRARD, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Marie-Hélène CLAUDET, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Jacques DAROLLES, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Danièle MOLINARI, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Gérard GOS, biologiste médical, Pharmacien,
- Mademoiselle Sarah SCHILLINGER, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Richard WASELS, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Marie-Odile DENJEAN, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Nicole DILIGENT, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Aurélie JAGER, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Lorène ROWDO, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Jean-Jacques SCHNEIDER, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Jocelyn THONNON, biologiste médical, Médecin,
- Madame Rebecca PHILIPPS, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Jean-Louis NEUMANN, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Dominique AUBERTIN, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Aurélie PALMIERI, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Brigitte BERNAT, biologiste médical, Pharmacien.

Les fonctions de biologiste médical sont assurées par :

- Monsieur Philippe VALANTIN, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Aurélie MELIN, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Gérard PETITPAS, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Michel CHARON, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Jacques BAILLET, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Béatrice AUBRY-RAEL, biologiste médical, Médecin,
- Madame Christiane WITTMER, biologiste médical, dans la limite du domaine de spécialisation pour lequel elle est agréée (AMP).

Article 3 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 4 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de 2 mois :

- Devant le Tribunal Administratif de Strasbourg - 31 Avenue de la Paix - BP.1038 67070 STRASBOURG CEDEX - pour le recours contentieux, à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.
- Apres du Ministre des Affaires Sociales et de la Santé - 14 avenue Duquesne - 75350 PARIS SP 07 - pour le recours hiérarchique,

Article 5 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELAS « ESPACEBIO » 18 avenue Leclerc de Hautecloque - 57000 METZ, et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des produits de santé,
- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de Moselle et de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (Conseil Central de la section G),
- Madame la Directrice de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Moselle,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle,

et publié au recueil des actes administratifs des Préfectures de Lorraine, Meurthe-et-Moselle et de Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Claude d'HARCOURT

Arrêté N° 2013-0115 DU 31 janvier 2013 modifiant l'autorisation de dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical de la société SYNAPSE SANTE

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique, notamment l'article L.4211-5 ;

VU l'arrêté du 17 novembre 2000 relatif aux bonnes pratiques de dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical ;

VU l'arrêté ARS n° 2011-277 du 27 juillet 2011 autorisant la société SYNAPSE SANTE à dispenser de l'oxygène à usage médical pour son site de rattachement sis 27 avenue du Maréchal FOCH à TOUL (54200);

CONSIDERANT le dossier transmis le 3 décembre 2012 par la société SYNAPSE SANTE, représentée par Monsieur Alain BOUCHE, co-gérant, déclarant le changement de pharmacien responsable de sa société, complété le 29 janvier 2013 ;

ARRETE

Article 1er : La Société « SYNAPSE SANTE » dont le siège social se situe au 27 avenue Maréchal Foch à TOUL (54200) est autorisée, pour son site de rattachement, situé à la même adresse, à dispenser, à domicile, de l'oxygène à usage médical dans les conditions suivantes :

Forme juridique : Société à Responsabilité Limitée

Siège social : 27 avenue Maréchal Foch - 54200 TOUL

Pharmacien responsable : Madame Amélie MATHIS (0,35 ETP)

Aire géographique desservie :

- Lorraine : Moselle (57), Meurthe-et-Moselle (54), Meuse (55), Vosges (88) ;
- Champagne Ardenne : Marne (51), Ardennes (08), Haute-Marne (52) ;
- Franche Comté : Haute-Saône (70) ;
- Alsace : Haut Rhin (67), Bas-Rhin (68).

Article 2 : Toute modification des éléments figurant dans la présente autorisation doit donner lieu à déclaration ;

Article 4 : Les activités de ce site doivent être réalisées en conformité avec les dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 relatif aux bonnes pratiques de dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical ;

Article 5 : Toute infraction aux dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 pourra entraîner la suspension ou la suppression de la présente autorisation ;

Article 6 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans le délai de deux mois :

- Auprès de la Ministre des Affaires Sociales et de la Santé – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS 07 SP – pour le recours hiérarchique,
 - Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY cedex pour le recours contentieux.
- à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers.

Article 7 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société SYNAPSE SANTE à Toul et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Président du Conseil Central de l'Ordre National des Pharmaciens – Section D ;
 - Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Champagne-Ardenne ;
 - Madame le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Franche Comté ;
 - Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Alsace ;
 - Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle ;
- et inséré au recueil des actes administratifs des Préfectures de Meurthe-et-Moselle et de Lorraine.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Arrêté N° 2013-0116 du 31 janvier 2013 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée SELAS « ALLIANCE-BIO » sise 5 Rue Jolain - 54210 SAINT-NICOLAS de PORT enregistrée sous le N° 05

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 92-545 du 17 Juin 1992 relatif aux Sociétés d'Exercice Libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

VU l'arrêté n°2012-0999 du 19 septembre 2012 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée SELAS « BIO-Z » ;

VU l'arrêté préfectoral n°12.BI.56 du 27 décembre 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Claude d'HARCOURT Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de la région Lorraine ;

CONSIDERANT la demande présentée le 13 novembre 2012 par le Groupement Strasbourgeois d'Avocats G.S.A. au nom et pour le compte de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée « ALLIANCE-BIO » et complétée le 21 janvier 2013 ;

CONSIDERANT que la demande porte sur :

la fusion par voie d'absorption de la SELARL « LABORATOIRE DES TROIS MAISONS » sise 31 rue Grandville 54000 NANCY ;

la nomination de Monsieur Philippe VALLEE en qualité de biologiste coresponsable de la société « ALLIANCE-BIO ».

ARRETE

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté, les dispositions de l'arrêté n°2012-0999 du 19 septembre 2012 portant modification de l'agrément de la SELAS « BIO-Z » sise 5 rue Jolain à Saint Nicolas de Port (54210) sont remplacées par les suivantes :

Dénomination sociale : ALLIANCE-BIO

Siège social : 5 rue Jolain - 54210 SAINT NICOLAS DE PORT

Forme juridique : Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée (SELAS)

Sites exploités : La Société d'exercice libéral par actions simplifiée SELAS « ALLIANCE-BIO », agréée sous le n°05, exploite à compter de la date du présent arrêté, le laboratoire de biologie médicale dont le siège social est situé 5 rue Jolain à Saint Nicolas de Port (54210), inscrit sous le n° 54-24, et implanté sur les 5 sites ci-dessous :

- 5 rue Jolain – 54210 SAINT NICOLAS DE PORT
- 15 place de la Saline – 57170 CHATEAU SALINS
- 54 rue Gabriel Péri – 54110 DOMBASLE SUR MEURTHE
- 2 rue de la Mortagne – 54520 LAXOU
- 31 rue Grandville- 54000 NANCY

Biologistes coresponsables :

- Madame Christine HENRY, biologiste médical, Médecin,
- Mademoiselle Elisabeth VAURIN, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Philippe WATRIN, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Alain BERTHET, biologiste médical, Médecin,
- Monsieur Philippe VALLEE, biologiste médical, Pharmacien.

Biologiste médical :

- Madame HAUY, biologiste médical, Pharmacien

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif compétent – pour le recours contentieux,

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et le Préfet de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELAS « ALLIANCE-BIO », dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (Conseil Central de la section G) ;
- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de Meurthe et Moselle ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Moselle ;

et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Lorraine, Meurthe et Moselle et Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Arrêté N° 2013-0117 du 31 janvier 2013 portant modification de l'autorisation de fonctionnement d'un laboratoire de biologie médicale multi-sites exploité par la SELAS « ALLIANCE-BIO » sise 5 rue Jolain - 54210 SAINT NICOLAS DE PORT - Autorisation N° 54-24

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

VU l'arrêté du 26 novembre 1999 modifié relatif à la bonne exécution des analyses de biologie médicale ;

VU l'arrêté n° 613-06 du 8 septembre 2006 portant modification de l'autorisation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale, sis 31 rue Grandville-54000 NANCY, enregistré sous le numéro 54-54 ;

VU l'arrêté ARS n° 2012-1000 du 19 septembre 2012 portant autorisation de fonctionnement d'un laboratoire de biologie médicale multi sites exploité par la SELAS « ALLIANCE-BIO » ;

VU l'arrêté n° 2013-0116 du 31 Janvier 2013 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée « ALLIANCE-BIO » sis 5 rue Jolain -54210 SAINT-NICOLAS de PORT ;

CONSIDERANT la demande présentée le 13 novembre 2012 et complétée le 21 janvier 2013 par le Groupement Strasbourgeois d'Avocats G.S.A. au nom et pour le compte de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée « ALLIANCE-BIO » ;

CONSIDERANT que la demande concerne :

- la fusion par voie d'absorption de la SELARL « LABORATOIRE DES TROIS MAISONS » ;

- la nomination de Monsieur Philippe VALLEE en qualité de biologiste coresponsable et aux fonctions de biologiste médical au sein du laboratoire de biologie médicale exploité par la SELAS « ALLIANCE-BIO » ;

ARRETE

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté, l'autorisation de fonctionnement délivrée au laboratoire de biologie médicale suivant est abrogée :

- Laboratoire de biologie médicale, exploité par la SELARL « Laboratoire des trois maisons » sise 31 rue Grandville à Nancy (54000), autorisé sous le n° 54-54 (ancien Numéro FINESS: 54 000 395 1)

Article 2 : A compter de la date du présent arrêté, les dispositions de l'article 2 de l'arrêté n°2012-1000 du 19 septembre 2012 susvisé sont modifiées comme suit :

Le laboratoire de biologie médicale multi-sites exploité par la SELAS « ALLIANCE-BIO » (Numéro FINESS de l'Entité Juridique : 54 002 286 0) dont le siège social est situé 5 rue Jolain à Saint Nicolas de Port (54210) est autorisé à fonctionner sous le numéro 54-24 sur les cinq sites suivants, ouverts au public :

1. 5 rue Jolain - 54210 SAINT NICOLAS DE PORT

Numéro FINESS Etablissement : 54 002 287 8

Biologiste présent : Madame Christine HENRY

Activités réalisées : Spermiologie.

Activités réalisées uniquement dans le cadre d'une urgence : Biochimie générale et spécialisée, hématocytologie, hémostase.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 19h00, le samedi de 7h00 à 12h30.

2. 15 place de la Saline – 57170 CHATEAU SALINS

Numéro FINESS Etablissement : 57 002 661 7

Biologiste présent : Mademoiselle Elisabeth VAUTRIN

Activités réalisées : Hémostase.

Activités réalisées uniquement dans le cadre d'une urgence : Biochimie générale et spécialisée, hématocytologie.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00, le samedi de 7h00 à 12h00.

3. 54 rue Gabriel Péri – 54110 DOMBASLE SUR MEURTHE

Numéro FINESS Etablissement : 54 002 288 6

Biologiste présent : Monsieur Philippe WATRIN

Activités réalisées : Spermiologie.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00, le samedi de 7h00 à 12h00.

4. 2 rue de la Mortagne – 54520 LAXOU

Numéro FINESS Etablissement : 540022894

Biologistes présents : Monsieur Alain BERTHET, Madame Elisabeth HAUY

Activités réalisées : Biochimie générale et spécialisée, hématocytologie, hémostase, bactériologie, parasitologie-mycologie, sérologie infectieuse, virologie, spermiologie.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 19h00, le samedi de 7h00 à 12h30.

5. 31 rue Grandville – 54000 NANCY

Numéro FINESS Etablissement : 54 002 314 0

Biologistes présents : Monsieur Philippe VALLEE

Activités réalisées : Biochimie générale et spécialisée, immuno-hématologie et sérologie infectieuse.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et 13h30 à 18h30, le samedi de 7h00 à 12h30.

Les fonctions de biologistes coresponsables seront assurées par :

- Madame Christine HENRY, biologiste médical, Médecin,

- Mademoiselle Elisabeth VAUTRIN, biologiste médical, Pharmacien,

- Monsieur Philippe WATRIN, biologiste médical, Pharmacien,

- Monsieur Alain BERTHET, biologiste médical, Médecin,

- Monsieur Philippe VALLEE, biologiste médical, Pharmacien.

Les fonctions de biologiste médical seront assurées par :

- Madame Elisabeth HAUY, biologiste médical, Pharmacien.

Article 3 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 4 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre de la Santé et des Sports – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,

- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex -pour le recours contentieux.

Article 5 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELAS « ALLIANCE-BIO », dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;

- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens (Conseil Central de la section G) ;
- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de Meurthe et Moselle ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Moselle ;
et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Lorraine, Moselle et Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE

UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Récépissé du 15 janvier 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/344508858 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,
VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 17/12/2012 par l'entreprise individuelle MUNERELLE Marie-Ange (auto-entrepreneur), sise 4 rue Abbé Didelot à LAXOU (54520),

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de Madame MUNERELLE Marie-Ange, sous le n° SAP/344508858.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'entreprise individuelle MUNERELLE Marie-Ange sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers,
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 15 janvier 2013.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 15 janvier 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Pour le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Le Responsable du pôle emploi,
Raymond DAVID

Récépissé du 17 janvier 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/519209506 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,
VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 04/01/2013 par l'entreprise individuelle VIGOGNE Stéphane, sis Les Ombelles entrée C, avenue Raymond Pinchard à NANCY (54100),

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de Monsieur VIGOGNE Stéphane, sous le n° SAP/519209506.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'entreprise individuelle VIGOGNE Stéphane sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Cours particuliers à domicile,
- Assistance informatique et internet à domicile.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 17 janvier 2013.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 17 janvier 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Pour le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Le Responsable du pôle emploi,
Raymond DAVID

Récépissé du 24 janvier 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/525087698 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 16/01/2013 par l'entreprise individuelle HUGUIN Christophe (auto-entrepreneur), sise 52 rue du Placieux -Appt 52 – RDC - à NANCY (54000),

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de Monsieur HUGUIN Christophe, sous le n° SAP/525087698.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'entreprise individuelle HUGUIN Christophe sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers,
- Livraison de courses à domicile,
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire,
- Petits travaux de jardinage,
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes,
- Prestations de petit bricolage dites « homme toutes mains ».

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 24 janvier 2013.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 24 janvier 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Pour le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Le Responsable du pôle emploi,
Raymond DAVID

Récépissé du 15 janvier 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/530360429 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 10/01/2013 par l'entreprise individuelle ALNNASOURI Muatasem (auto-entrepreneur), sise 28 rue Saint Fiacre à NANCY (54000),

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de Monsieur ALNNASOURI Muatasem, sous le n° SAP/530360429,
Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'entreprise individuelle ALNNASOURI Muatasem sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Cours particuliers à domicile,
- Soutien scolaire à domicile.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 15 janvier 2013.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 15 janvier 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Pour le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Le Responsable du pôle emploi,
Raymond DAVID

Récépissé du 21 janvier 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/752191445 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 09/01/2013 par l'entreprise individuelle HAMPIAUX Sandrine (auto-entrepreneur), sise 11 rue de la Viergeotte à TOUL (54200),

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de Madame HAMPIAUX Sandrine, sous le n° SAP/752191445.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

L'activité déclarée par l'entreprise individuelle HAMPIAUX Sandrine est la suivante, à l'exclusion de toute autre :

- Petits travaux de jardinage.

Cette activité exercée par le déclarant, sous réserve d'être exercée à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvre droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 21 janvier 2013.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 21 janvier 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Pour le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Le Responsable du pôle emploi,
Raymond DAVID

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE

SOLIDARITE - INSERTION

Arrêté N° DDSCS/SI/2012-142 du 3 janvier 2013 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 472-1 et L. 472-2, R. 472-1 et R. 472-2 ;

VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;

VU le schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine arrêté le 27 avril 2010 ;

VU le dossier déclaré complet le 16/10/2012 présenté par Madame ROBAIN Marina domiciliée 99 bis rue de Nancy 54230 MARON, en vue d'obtenir l'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, destinée à exercer des mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle dans le ressort des tribunaux d'instance de Nancy et Lunéville ;

VU l'arrêté N°DDCS/SI/2012-01 du 17 Février 2012 fixant la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs ;

VU l'avis favorable en date du 11 Décembre 2012 du Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nancy ;

CONSIDERANT que Madame ROBAIN Marina satisfait aux conditions de moralité, d'âge, de formation et d'expérience professionnelle prévues par les articles L.471-4 et D. 471-3 du code de l'action sociale et des familles ;

CONSIDERANT que Madame ROBAINE Marina justifie d'une assurance en responsabilité civile dont les garanties sont susceptibles de couvrir les dommages que pourraient subir les personnes protégées du fait de son activité ;
CONSIDERANT que l'agrément s'inscrit dans les objectifs et répond aux besoins du schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine ;
SUR PROPOSITION de la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale ;

ARRETE

Article 1er : L'agrément mentionné à l'article L 472-1 du code de l'action sociale et des familles est accordé à Madame ROBAINE Marina domiciliée 99 Bis, rue de Nancy 54230 MARON pour l'exercice à titre individuel en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs de mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle, dans le ressort des tribunaux d'instance de Nancy et Lunéville.

L'agrément vaut inscription sur la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs pour le ressort des tribunaux d'instance susmentionnés.

Article 2 : Tout changement concernant la nature et la consistance des garanties prévues par l'assurance en responsabilité civile, tout changement de catégorie de mesures de protection exercées ainsi que toute évolution du nombre de personnes qui exercent auprès du mandataire judiciaire à la protection des majeurs les fonctions de secrétaire spécialisé donnent lieu à un nouvel agrément dans les conditions prévues aux articles R. 471-1 et R. 472-2 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le préfet de Meurthe et Moselle, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 5 Place Carrière – CO 38 - 54036 NANCY CEDEX.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe Moselle et la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 3 janvier 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté N° DDCS/SI/2012-143 du 3 janvier 2013 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Délégué aux prestations familiales pour une durée de 5 ans

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment l'article R. 474-16,

VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;

VU le schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine arrêté le 27 avril 2010 ;

VU le dossier déclaré complet le 16/10/2012 présenté par Madame ROBAINE Marina domiciliée 99 bis rue de Nancy 54230 MARON, en vue d'obtenir l'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de délégué aux prestations familiales, destinée à exercer des mesures au titre de la mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familiale (MJAGBF) dans le ressort du tribunal de grande instance de Nancy.

VU l'arrêté N°DDCS/SI/2012-01 du 17 Février 2012 fixant la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs ;

VU l'avis favorable en date du 11 Décembre 2012 du Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nancy ;

CONSIDERANT que Madame ROBAINE Marina satisfait aux conditions de moralité, d'âge, de formation et d'expérience professionnelle prévues par les articles L.471-4 et D. 471-3 du code de l'action sociale et des familles ;

CONSIDERANT que Madame ROBAINE Marina justifie d'une assurance en responsabilité civile dont les garanties sont susceptibles de couvrir les dommages que pourraient subir les personnes protégées du fait de son activité.

CONSIDERANT que l'agrément s'inscrit dans les objectifs et répond aux besoins du schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine ;

SUR PROPOSITION de la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale

ARRETE

Article 1er : L'agrément mentionné à l'article R.474-16 du code de l'action sociale et des familles est accordé à Madame ROBAINE Marina domiciliée 99 Bis, rue de Nancy 54230 MARON pour l'exercice à titre individuel en qualité de délégué aux prestations familiales au titre des mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familiale (MJAGBF) dans le ressort du tribunal de grande instance de Nancy.

L'agrément vaut inscription sur la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales pour le ressort du tribunal de grande instance susmentionné.

Article 2 : l'agrément est accordé pour une durée maximale de cinq ans. Son renouvellement sera demandé quatre mois au moins avant la date d'échéance dans les conditions prévues à l'article R.474-21 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Tout changement concernant la nature et la consistance des garanties prévues contre les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile, ainsi que toute évolution du nombre de personnes qui exercent auprès du délégué aux prestations familiales les fonctions de secrétaire spécialisé donnent lieu à un nouvel agrément dans les conditions prévues aux articles R. 474-22 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le préfet de Meurthe et Moselle, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 5 Place Carrière – CO 38 - 54036 NANCY CEDEX.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe Moselle et la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 3 janvier 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté N° DDCS/SI/2012-144 du 3 janvier 2013 complétant et modifiant l'arrêté N° DDCS/SI/2012-01 du 17 février 2012 fixant la liste des Mandataires Judiciaires à la Protection des Majeurs et des délégués aux prestations familiales du département de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU les articles L. 471-2 et L. 474-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment ses articles 44 et 45 ;

VU la loi n° 2009-526 du 12 mai 2009 de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures et notamment son article 116, § IV modifiant la loi 2007-308 du 5 mars 2007 ;

VU le décret n° 2008-1512 du 30 décembre 2008 fixant les modalités d'inscription sur les listes prévues aux articles L 471-2, L 471-3, L 474-1 et L 474-2 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2012-01 du 17 février 2012 fixant la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs (MJPM) du département de Meurthe et Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n°DDCS/SI/2012-08 du 27 mars 2012 complétant et modifiant l'arrêté susvisé du 17 février 2012 fixant la liste des MJPM du département de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n°DDCS/SI/2012-33 du 2 juillet 2012 complétant et modifiant l'arrêté susvisé du 17 février 2012 fixant la liste des MJPM du département de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté préfectoral n°DDCS/SI/2012-78 du 25 octobre 2012 complétant et modifiant l'arrêté susvisé du 17 février 2012 fixant la liste des MJPM du département de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté préfectoral n°DDCS/SI/2012-177 du 30 novembre 2012 complétant et modifiant l'arrêté susvisé du 17 février 2012 fixant la liste des MJPM du département de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2012-142 du 03/01/2013 portant agrément de Madame ROBAIN Marina pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire judiciaire à la protection des majeurs ;
VU l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2012-143 du 03/01/2013 portant agrément de Madame ROBAIN Marina pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Délégué aux prestations familiales ;
SUR PROPOSITION de la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale ;

ARRETE

Article 1er : La liste des personnes et services habilités à être désignés au titre de l'article L. 471-2 du code de l'action sociale et des familles en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs par les juges des tutelles pour exercer des mesures de protection des majeurs au titre de la tutelle, de la curatelle ou du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice, fixée par l'article 2 de l'arrêté susvisé du 17/02/2012, est modifiée comme suit :

1° Tribunal d'instance de NANCY**2) Personnes physiques exerçant à titre individuel :**

Est ajoutée à la liste la personne suivante :

- Mme ROBAIN Marina 99 bis, rue de Nancy 54230 MARON

Est supprimée de la liste la personne suivante :

- Mme DAHLER Nelly BP 10381 54007 NANCY

2° Tribunal d'instance de LUNEVILLE**2) Personnes physiques exerçant à titre individuel :**

Est ajoutée à la liste la personne suivante :

- Mme ROBAIN Marina 99 bis, rue de Nancy 54230 MARON

Est supprimée de la liste la personne suivante :

- Mme DAHLER Nelly BP 10381 54007 NANCY

Article 2 : La liste des personnes et services habilités à être désignés au titre de l'article L.474-1 du code de l'action sociale et des familles en qualité de délégué aux prestations familiales par les juges pour exercer des mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familiale, fixée par l'article 2 de l'arrêté susvisé du 02/07/2012 est ainsi modifiée :

Tribunal de grande instance de NANCY

2) personnes physiques exerçant à titre individuel

Est ajoutée à la liste la personne suivante :

- Mme ROBAIN Marina 99 bis, rue de Nancy 54230 MARON

Le reste est sans changement.

Article 3 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée :

- aux intéressés ;

- aux procureurs de la République près les tribunaux de grande instance de Nancy et de Briey ;

- aux juges des tutelles des tribunaux d'instance de Nancy, Lunéville et Briey ;

- aux juges des enfants des tribunaux de grande instance de Nancy et Briey.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de Monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle, soit hiérarchique auprès de la Ministre des affaires sociales et de la santé, dans les deux mois suivant sa notification.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Nancy, 5 place Carrière CO 38 - 54038 NANCY CEDEX, également dans un délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et la directrice départementale de la cohésion sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 3 janvier 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté d'affectation des réservistes sanitaires dans le cadre du plan grand froid en date du 1er février 2013

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code de la santé publique, notamment ses articles L. 3133-1 et suivants, L. 3134-1, R. 3134-2 et R. 3135-5 et suivants ;

VU l'arrêté du 7 décembre 2012 relatif à la mobilisation de la réserve sanitaire dans le cadre du plan grand froid ;

CONSIDÉRANT l'instruction interministérielle N°DGS/DUS/DGOS/DGCS/DGSCGC/DGT/2012/ 370 du 24 octobre 2012 précisant les actions à mettre en œuvre pour prévenir et faire face aux conséquences sanitaires propres à la période hivernale ;

CONSIDÉRANT la circulaire DGCS/1A/2012/ 369 du 23 octobre 2012 relative à la mobilisation du dispositif d'accueil, d'hébergement et d'insertion pendant l'hiver 2012-2013 ;

CONSIDÉRANT que, en cas de déclenchement du niveau 2 ou du niveau 3 du plan grand froid, les associations effectuent une aide auprès des personnes sans domicile fixe nécessitant le renfort de professionnels de santé au sein des équipes de maraudes et dans les lieux d'accueil relevant du plan hivernal.

SUR proposition du directeur général de l'agence régionale de santé de Meurthe-et-Moselle en date du 2 janvier 2013,

ARRETE

Article 1er : Pour la période du 4 février 2013 au 10 février 2013 et en cas de déclenchement du niveau 2 ou du niveau 3 du plan grand froid dans le département, les réservistes sanitaires dont le nom figure sur la liste annexée au présent arrêté se mettent à disposition de l'association mentionnée en annexe pour intervenir auprès des personnes sans abri.

Article 2 : Les modalités d'affectation des réservistes sanitaires à l'article 1^{er} sont précisées à l'annexe 1 du présent arrêté.

Article 3 : L'indemnisation ou la rémunération des réservistes sanitaires mentionnés à l'article 1^{er} et effectivement mobilisés est fixée et versée conformément aux dispositions des articles L.3133-1, R. 3135-1 et R. 3135-7 du code de la santé publique.

Article 4 : Le préfet du département de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à chacun des réservistes sanitaires ainsi affectés.

Nancy, le 1er février 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

ANNEXE A L'ARRETE PORTANT AFFECTATION DES RÉSERVISTES SANITAIRES :

Modalités d'affectation des réservistes sanitaires

Date d'affectation (sous réserve de l'activation des niveaux 2 ou 3)	Nom du réserviste sanitaire	Association d'affectation (nom, adresse et n° de déclaration à la préfecture)
Du 04/02/2013 au 06/02/2013	M. HELAS Gérard	Accueil et Réinsertion Sociale 12 avenue Jean Jaurès - 54000 NANCY N° de déclaration en préfecture : 5552
Le 07/02/2013	Mme MATISSE Noèle	Accueil et Réinsertion Sociale 12 avenue Jean Jaurès - 54000 NANCY N° de déclaration en préfecture : 5552
Du 08/02/2013 au 10/02/2013	Mme WIDMER LABADIE Simone	Accueil et Réinsertion Sociale 12 avenue Jean Jaurès - 54000 NANCY N° de déclaration en préfecture : 5552

AUTRES SERVICES

RESEAU FERRE DE FRANCE

Décision du 31 janvier 2013 prononçant le déclassement du domaine public ferroviaire d'un terrain bâti à VILLE-EN-VERMOIS (Meurthe-et-Moselle)

Réf. RFF : 20130016

Gestionnaire : NEXITY Agence NSPM/Strasbourg

Le Président du Conseil d'Administration,

VU le code des transports ;

VU la loi n°97-135 du 13 février 1997 modifiée portant création de l'établissement public " Réseau Ferré de France " en vue du renouveau du transport ferroviaire, et notamment son article 5 ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment son article L. 2141-1 ;

VU le décret n°97-444 du 5 mai 1997 modifié relatif aux missions et aux statuts de Réseau Ferré de France, et notamment son article 39 ;

VU le décret n°97-445 du 5 mai 1997 portant constitution du patrimoine initial de l'établissement public Réseau Ferré de France ;

VU le décret du 19 décembre 2012 portant nomination du Président de Réseau Ferré de France ;

VU la délibération du conseil d'administration de Réseau ferré de France en date du 29 novembre 2007 portant délégation de pouvoirs au président et fixant les conditions générales des délégations au sein de l'établissement ;

VU la décision du 17 avril 2012 portant organisation générale de Réseau ferré de France ;

VU la décision du 7 janvier 2008 portant délégation de pouvoirs au Directeur Régional Alsace-Lorraine Champagne-Ardenne, modifiée par les décisions du 11 juillet 2011, du 2 janvier 2012 et du 3 janvier 2012 ;

VU la décision du 23 novembre 2012 portant nomination de Monsieur Thomas ALLARY en qualité de Directeur Régional Alsace-Lorraine Champagne-Ardenne, à compter du 3 décembre 2012 ;

VU la décision du 3 décembre 2012 portant délégation de signature à Monsieur Bertrand WAHL en qualité de Chef du Service de l'Aménagement et Patrimoine ;

CONSIDÉRANT que le bien n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public ;

D E C I D E

Article 1er : Le terrain sis à VILLE-EN-VERMOIS (Meurthe-et-Moselle) tel qu'il apparaît dans le tableau ci-dessous et sur le plan joint à la présente décision figurant sous teinte jaune (1) est déclassé du domaine public ferroviaire.

Commune	Lieu-dit	Références cadastrales		Surface (m²)
		Section	Numéro	
VILLE-EN-VERMOIS	Solin Bois	E	0680	1185
			TOTAL	1185

Article 2 : La présente décision sera affichée en mairie de VILLE-EN-VERMOIS et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Nancy ainsi qu'au Bulletin Officiel de Réseau Ferré de France consultable sur son site Internet (<http://www.rff.fr/>).

Strasbourg, le 31 janvier 2013

Pour le Président et par délégation,

Le Directeur régional Alsace-Lorraine Champagne-Ardenne,

Thomas ALLARY

Par délégation,

Le chef du Service Aménagement et Patrimoine,

Bertrand WAHL

(1) Ce plan, ainsi que les éventuelles annexes à la présente décision peuvent être consultés auprès de NEXITY Agence NSPM / Strasbourg - 27, Rue du Vieux Marché aux Vins - 67000 STRASBOURG.

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

DIRECTION GENERALE ET AFFAIRES JURIDIQUES

Délégation de signature 2013-02-01-1 du 1er février 2013

Madame Eliane TOUSSAINT, directrice générale adjointe, directrice générale par intérim du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,
VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,
VU l'arrêté du Centre National de Gestion du 22 janvier 2013 la nommant directrice générale adjointe du CHU de Nancy à compter du 1er février 2013,

VU l'arrêté 2013-113 du directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine, en date du 31 janvier 2013, la désignant directrice générale par intérim du CHU de Nancy et de la maternité régionale universitaire de Nancy à compter du 1er février 2013,

Article 1er : Donne délégation principale à Monsieur Ahmed EL-BAHRI, directeur adjoint, pour signer en son nom et place toutes pièces administratives et comptables relatives à la gestion de l'établissement.

Et donne délégation secondaire Madame Diane PETTER, directrice adjointe, pour signer en son nom et place en cas d'empêchement de Monsieur EL-BAHRI, toutes pièces administratives et comptables relatives à la gestion de l'établissement.

Article 2 : Ces délégations sont assorties de l'obligation pour le titulaire :

- de respecter les procédures réglementaires en vigueur,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés,
- de rendre compte à la Direction générale des opérations effectuées.

Article 3 : Le titulaire de la délégation a la responsabilité des opérations qu'il effectue dans le cadre de sa délégation et est chargé d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 4 : La présente délégation sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 1er février 2013

La Directrice générale adjointe,
Directrice générale par intérim
Eliane TOUSSAINT

Les bénéficiaires de la délégation de signature :

- Ahmed EL BAHRI
- Diane PETTER

Délégation de signature 2013-02-01-2 du 1er février 2013

Madame Eliane TOUSSAINT, directrice générale adjointe, directrice générale par intérim du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,
VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,
VU l'arrêté du Centre National de Gestion du 22 janvier 2013 la nommant directrice générale adjointe du CHU de Nancy à compter du 1er février 2013,

VU l'arrêté 2013-113 du directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine, en date du 31 janvier 2013, la désignant directrice générale par intérim du CHU de Nancy et de la maternité régionale universitaire de Nancy à compter du 1er février 2013,

Article 1er : Donne délégation générale à Monsieur Ahmed EL-BAHRI, directeur des finances, pour signer en son nom et place, l'ordonnancement des dépenses et des recettes.

Donne délégation à Monsieur Ahmed EL-BAHRI, pour l'ensemble des comptes relevant du suivi direct par la Direction des Finances, en terme d'engagement et de liquidation de dépenses.

La liste des comptes concernés est communiquée aux bénéficiaires de cette dernière délégation ; elle est également communiquée au comptable de l'établissement.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur EL-BAHRI pour l'exercice de ces délégations, la suppléance est assurée par Madame Maud FERRIER, directrice adjointe ou par Madame Diane PETTER, directrice adjointe.

Article 3 : La délégation générale d'ordonnancement est assortie de la mission de contrôle de la régularité des procédures de mandatement et d'une obligation de veiller à l'existence de crédits.

Article 4 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

Article 5 : La présente délégation sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 1er février 2013

La Directrice générale adjointe,
Directrice générale par intérim
Eliane TOUSSAINT

Les bénéficiaires de la délégation de signature :

- Ahmed EL BAHRI
- Maud FERRIER
- Diane PETTER

Délégation de signature 2013-02-01-3 du 1er février 2013

Madame Eliane TOUSSAINT, directrice générale adjointe, directrice générale par intérim du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,
VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,
VU l'arrêté du Centre National de Gestion du 22 janvier 2013 la nommant directrice générale adjointe du CHU de Nancy à compter du 1er février 2013,

VU l'arrêté 2013-113 du directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine, en date du 31 janvier 2013, la désignant directrice générale par intérim du CHU de Nancy et de la maternité régionale universitaire de Nancy à compter du 1er février 2013,

Article 1er : En matière de gestion du personnel, donne délégation à Monsieur Ahmed EL-BAHRI, titulaire de la délégation générale de signature, pour la signature des mémoires en justice ainsi que pour les décisions administratives suivantes :

- fixation des tableaux d'avancement de grade et des listes d'aptitude,

- confirmation ou infirmation d'une notation dans le cadre de la procédure de révision de note,
- sanction disciplinaire,
concernant l'ensemble des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière.

Article 2 : En matière de gestion du personnel et de la formation, en dehors des décisions administratives sus énoncées et celles visées aux articles 4 et 5, donne délégation à Madame Diane PETTER, Directrice des Ressources Humaines, et à Monsieur Philippe BOUC, Directeur Adjoint des Ressources Humaines pour signer en son nom et place, les pièces administratives relatives :

- aux courriers, attestations, actes et décisions, à caractère général ou individuel, en matière de gestion des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière ainsi que des agents sous contrat d'apprentissage, contrat d'accompagnement dans l'emploi, contrat avenir ou contrat unique d'insertion.

Article 3 : En l'absence de Madame Diane PETTER, et de Monsieur Philippe BOUC, la délégation visée à l'article 2 est donnée à Monsieur Ahmed EL-BAHRI.

Article 4 : En matière de notation administrative (fixation de la notation chiffrée sur la feuille de notation individuelle) donne délégation :

a) pour l'ensemble des personnels de catégorie A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière qui leur sont rattachés, aux directeurs suivants :

- Madame Pascale BASTIEN-KÉRÉ
- Monsieur Philippe BOUC
- Madame Anne-Lucie BOULANGER
- Madame Françoise BRUNEAUD
- Monsieur Florent CAVELIER
- Monsieur Jacques DUDREUILH
- Monsieur Mickaël DUWOYE
- Madame Vanina DUWOYE
- Monsieur Ahmed EL-BAHRI
- Madame Maud FERRIER
- Monsieur Jérôme GOEMINNE
- Monsieur Xavier HUARD
- Madame Clémence MAINPIN
- Madame Diane PETTER
- Monsieur Olivier de PESQUIDOUX
- Madame Aurélie PRETAT
- Madame Liliane ROUX
- Monsieur Pascal TAFFUT
- Madame Julie THUILLEAUX
- Madame de TOMMASO Françoise
- Madame Laurence TOURRE
- Madame Laurence VERGER
- Madame Isabelle VIRION
- Monsieur Philippe WERNERT

b) pour l'ensemble des personnels de catégorie A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière qui leur sont rattachés, aux notateurs N1, N2 et N3 listés sur le Portail sécurisé INTRANET du CHU de Nancy/page 2 applications sécurisées/entretiens annuels. Dans ce cadre strict, une délégation de signature leur est accordée à ce titre et découle uniquement de ce dispositif.

c) à Madame Diane PETTER pour modifier toute notation chiffrée définitive qui ne serait pas conforme à la note de service annuelle de cadrage du Centre Hospitalier Universitaire.

Article 5 : En matière de gestion de proximité du personnel, donne délégation de signature aux bénéficiaires visés à l'article précédent pour tous les agents qui leur sont rattachés, pour les décisions administratives relevant de la gestion de proximité du personnel : tableaux de service, autorisations spéciales d'absence, congés annuels, assignations individuelles en cas de mise en œuvre du service minimum.

Délégation est également donnée, en matière d'établissement des tableaux de service, autorisations spéciales d'absence et congés annuels aux directeurs des soins et aux cadres administratifs, soignants, médico-techniques et techniques en ce qui concerne les personnels placés sous leur autorité. Un droit d'évocation et de reformation des décisions est par ailleurs accordé aux différents échelons de la hiérarchie.

Article 6 : En matière de gestion administrative des écoles et instituts du CHU, donne délégation de signature aux directeurs des soins et cadres supérieurs de santé chargés de la direction d'une école ou d'un institut de formation suivants :

- Monsieur Alain VIAUX pour l'Institut de Formation des Cadres de Santé
- Madame Sabine LARDIN pour l'Institut de Formation Régional des Ambulanciers
- Madame Sylvia PERRIN OZZA pour l'Institut de Formation des Aides Soignants
- Madame Véronique PIERSON pour l'Institut de Formation en Soins Infirmiers de Lionnois
- Monsieur Jean-Maurice PUGIN pour l'Institut de Formation des Manipulateurs d'Electroradiologie Médicale et pour l'école de Puériculture
- Madame Marie-Christine SCHONS pour l'école d'Infirmiers de Bloc Opératoire et Institut de formation de Soins Infirmiers de Brabois
- Monsieur Gérard THOMAS pour l'école d'Infirmiers Anesthésistes
- Madame Marie-France GAUROIS pour l'Institut de Formation d'Auxiliaires de Puériculture

Article 7 : Donne délégation à Madame Françoise ABEL, Madame Judith VARIN, Monsieur Nicolas SAUFFROY, Monsieur Patrick ALBERT et Monsieur FOURMENTEZ Arnaud, Attachés d'Administration Hospitalière et à Madame Martine LANG, Monsieur Michaël HACQUARD et Madame Fatima HADDINE, Adjointes des cadres Hospitaliers pour signature des contrats à durée déterminée, des attestations et des courriers adressés à titre d'information ou dans le cadre d'instruction des dossiers en ce qui concerne les personnels et les matières relevant de leur compétence.

Donne délégation secondaire à Madame Françoise ABEL et Monsieur FOURMENTEZ Arnaud pour la signature des contrats d'engagement entre le C.H.U de Nancy et les prestataires de service intervenant dans le cadre de missions de remplacement de personnel.

Délégation est également donnée à Monsieur Patrick ALBERT et Monsieur FOURMENTEZ Arnaud, Attachés d'Administration Hospitalière, et Monsieur Michaël HACQUARD et Madame Fatima HADDINE, Adjointes des Cadres Hospitaliers, pour signature des assignations dans le cadre du service minimum en cas de grève.

Article 8 : En matière de délégation d'engagement et de liquidation de dépenses, donne délégation principale à Madame Diane PETTER, pour l'ensemble des comptes relevant des dépenses du personnel relevant de la Fonction Publique Hospitalière, sous Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi, ou sous contrat d'apprentissage, contrat avenir ou contrat unique d'insertion.

Une délégation secondaire est également donnée à Monsieur Philippe BOUC, Directeur adjoint, et à Monsieur Ahmed EL-BAHRI, Directeur des Finances.

La liste des comptes concernés est communiquée aux bénéficiaires de la délégation. Elle est également communiquée au Comptable du C.H.U.

Article 9 : La délégation octroyée est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par le Directeur des Finances,
- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 10 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation. A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 11 : Cette délégation prendra effet à sa date de publication au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle. Nancy, le 1er février 2013

La Directrice générale adjointe,
Directrice générale par intérim
Eliane TOUSSAINT

Les bénéficiaires de la délégation de signature (engagement des dépenses) :

- Ahmed EL-BAHRI
- Diane PETTER
- Philippe BOUC

Délégation de signature 2013-02-01-4 du 1er février 2013

Madame Eliane TOUSSAINT, directrice générale adjointe, directrice générale par intérim du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,
VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,
VU l'arrêté du Centre National de Gestion du 22 janvier 2013 la nommant directrice générale adjointe du CHU de Nancy à compter du 1er février 2013,

VU l'arrêté 2013-113 du directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine, en date du 31 janvier 2013, la désignant directrice générale par intérim du CHU de Nancy et de la maternité régionale universitaire de Nancy à compter du 1er février 2013,

Article 1er : Donne délégation à Madame Anne-Lucie BOULANGER, directrice adjointe, directrice des affaires médicales, et à Madame Diane PETTER, directrice adjointe, directrice des affaires médicales par intérim, pour signer en ses nom et place toutes pièces administratives relatives au personnel médical :

- étudiants hospitaliers (médecins, pharmaciens, odontologistes) (y compris affectations)
- internes en médecine, en pharmacie et en odontologie et faisant fonction d'internes (y compris affectations et conventions diverses)
- assistants spécialistes et généralistes (y compris avis et contrats de recrutements et contrats d'engagement d'exercice)
- praticiens attachés et praticiens attachés associés, praticiens contractuels et praticiens adjoints contractuels (y compris les contrats de recrutement et avenants, contrats d'engagement d'exercice)
- professeurs des universités - praticiens hospitaliers (PU-PH), maîtres de conférences des universités - praticiens hospitaliers (MCU-PH), praticiens hospitaliers (PH) et praticiens hospitaliers à titre provisoire, praticiens hospitaliers universitaires (PHU), assistants - chefs de clinique (ACC), assistants hospitaliers universitaires (AHU), pour ce qui concerne les congés, déplacements, ordres de mission, attestations, conventions d'activité extérieure d'intérêt général, contrats d'engagement de service public exclusif et les autorisations de remplacement pour ACC et AHU.

Donne délégation secondaire à Aurore MALGRAS, Chantal BRUNAUD et Grégoire RICHARD attachées d'administration hospitalière et à Stephan APPARU et Dominique RICETTI, adjoints des cadres hospitaliers, pour signer l'ensemble de ces pièces administratives relatives au personnel médical.

Article 2 : Donne délégation à Madame BOULANGER et à Madame PETTER pour signer en ses nom et place les assignations des personnels médicaux, ainsi que des internes et faisant fonction d'internes, nécessaires à la continuité des soins et à la sécurité des malades, dans le cadre du service minimum.

Donne délégation secondaire à Aurore MALGRAS, Chantal BRUNAUD, Grégoire RICHARD, Stephan APPARU et Dominique RICETTI pour signer ces assignations des personnels médicaux, ainsi que des internes et faisant fonction d'internes, nécessaires à la continuité des soins et à la sécurité des malades, dans le cadre du service minimum.

Article 3 : Donne délégation principale à Madame BOULANGER et à Madame PETTER, pour l'ensemble des comptes relevant du suivi de la direction des affaires médicales, en termes d'engagement et de liquidation de dépenses. La liste des comptes concernés est communiquée au bénéficiaire de la délégation : elle est également communiquée au comptable du CHU.

Donne délégation secondaire à Aurore MALGRAS, Chantal BRUNAUD, Grégoire RICHARD, Stephan APPARU et Dominique RICETTI pour ces mêmes comptes, en terme d'engagement et de liquidations de dépenses.

Article 4 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la direction des affaires financières.
- de rendre compte mensuellement à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 5 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 6 : La présente délégation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 1er février 2013

La Directrice générale adjointe,
Directrice générale par intérim
Eliane TOUSSAINT

Les bénéficiaires de la délégation de signature :

- Anne-Lucie BOULANGER
- Diane PETTER
- Aurore MALGRAS
- Chantal BRUNAUD
- Grégoire RICHARD
- Dominique RICETTI
- Stephan APPARU

Délégation de signature 2013-02-01-6 du 1er février 2013

Madame Eliane TOUSSAINT, directrice générale adjointe, directrice générale par intérim du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,
VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,
VU l'arrêté du Centre National de Gestion du 22 janvier 2013 la nommant directrice générale adjointe du CHU de Nancy à compter du 1er février 2013,

VU l'arrêté 2013-113 du directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine, en date du 31 janvier 2013, la désignant directrice générale par intérim du CHU de Nancy et de la maternité régionale universitaire de Nancy à compter du 1er février 2013,

Article 1er : Donne délégation à Madame Aurélie PRETAT, directeur des Affaires Juridiques, pour signer en ses nom et place toutes pièces administratives relatives aux affaires juridiques de l'établissement.

Article 2 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour le titulaire :

- de respecter les procédures réglementaires en vigueur,
- de rendre compte à la Direction générale des opérations effectuées.

Article 3 : Le titulaire de la délégation a la responsabilité des opérations qu'il effectue dans le cadre de sa délégation et est chargé d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 4 : La présente délégation sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 1er février 2013

La Directrice générale adjointe,
Directrice générale par intérim
Eliane TOUSSAINT

La bénéficiaire de la délégation de signature :

- Aurélie PRETAT

Délégation de signature 2013-02-01-7 du 1er février 2013

Madame Eliane TOUSSAINT, directrice générale adjointe, directrice générale par intérim du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,

VU la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge,

VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,

VU le décret n° 2011-846 du 18 juillet 2011 relatif à la procédure judiciaire de mainlevée ou de contrôle des mesures de soins psychiatriques,

VU le décret n° 2011-847 du 18 juillet 2011 relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge,

VU l'arrêté du Centre National de Gestion du 22 janvier 2013 la nommant directrice générale adjointe du CHU de Nancy à compter du 1er février 2013,

VU l'arrêté 2013-113 du directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine, en date du 31 janvier 2013, la désignant directrice générale par intérim du CHU de Nancy et de la maternité régionale universitaire de Nancy à compter du 1er février 2013,

Article 1er : Donne délégation à Monsieur Philippe WERNERT, directeur adjoint, à Mesdames Maud FERRIER, Liliane ROUX, Julie THUILLEAUX et Isabelle VIRION, directrices adjointes, à Madame Annie HOEFFEL et Monsieur Patrick MILLET, attachés d'administration hospitalière, à Monsieur Gérard PETIT et Monsieur Patrice VELLE, adjoints des cadres et à Madame Magali BASTIEN, faisant fonction d'adjoint des cadres, pour signer en ses nom et place tous les documents administratifs relatifs aux soins sans consentement en psychiatrie, dans le cadre de la loi du 5 juillet 2011.

Article 2 : Dans les termes de l'article 1, délégation secondaire est donnée à l'ensemble des personnels de direction, agissant dans le cadre des gardes de direction qu'ils assurent conformément aux tableaux de garde arrêtés par la directrice générale par intérim.

Article 3 : La présente délégation prend effet à compter de sa publication au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 1er février 2013

La Directrice générale adjointe,
Directrice générale par intérim
Eliane TOUSSAINT

Les bénéficiaires de la délégation de signature :

- Philippe WERNERT
- Maud FERRIER
- Liliane ROUX
- Julie THUILLEAUX
- Isabelle VIRION
- Annie HOEFFEL
- Patrick MILLET
- Gérard PETIT
- Magali BASTIEN
- Patrice VELLE

Délégation de signature 2013-02-01-8 du 1er février 2013

Madame Eliane TOUSSAINT, directrice générale adjointe, directrice générale par intérim du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,

VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,

VU le décret n° 2006-975 du 1er août 2006 modifié portant Code des Marchés Publics,

VU l'arrêté du Centre National de Gestion du 22 janvier 2013 la nommant directrice générale adjointe du CHU de Nancy à compter du 1er février 2013,

VU l'arrêté 2013-113 du directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine, en date du 31 janvier 2013, la désignant directrice générale par intérim du CHU de Nancy et de la maternité régionale universitaire de Nancy à compter du 1er février 2013,

Article 1er : Donne délégation à Monsieur Mickaël DUWOYE, directeur des Services Economiques, pour signer en ses nom et place, les pièces administratives relatives à la passation et à l'exécution de l'ensemble des marchés publics (marchés à procédure adaptée et à procédure formalisée), et en son absence pour congés, à Madame Françoise DE TOMMASO, directrice adjointe aux services économiques.

Une délégation secondaire, concernant exclusivement les pièces relatives à la passation des marchés, exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché, est donnée à :

- Mme Sophie DAHMANE, Attachée d'Administration Hospitalière responsable du Secteur des Marchés Publics

Une délégation secondaire est donnée exclusivement pour la signature des certificats de réception de matériels d'une valeur inférieure à 5 000 euros Hors Taxes à :

- Mme Gabrielle GAUDAIRE, Ingénieur Biomédical, coordinatrice de la fonction achat

- Mme Monique ALLENBACH, Attachée d'Administration Hospitalière chargée des affaires générales.

- Mme Marine COATLEVEN, Attachée d'Administration Hospitalière chargée des achats hôteliers et des approvisionnements et référente Uni-HA.

Article 2 : Donne délégation principale à Monsieur Mickaël DUWOYE, pour l'ensemble des comptes relevant du suivi de la Direction des Services Economiques, en terme d'engagement et de liquidation de dépenses et, en son absence pour congés, à Madame Françoise DE TOMMASO, Directrice adjointe aux services économiques.

Une délégation secondaire est donnée pour la signature des bons de commandes de la Direction des Achats, mais exclusivement pour les comptes budgétaires de classe 2 quand le bon de commande n'excède pas 3 000 euros Hors Taxes, et de façon générale pour ceux de classe 6, à :

- Mme Monique ALLENBACH, Attachée d'Administration Hospitalière chargée des affaires générales.
- Mme Marine COATLEVEN, Attachée d'Administration Hospitalière chargée des achats hôteliers et des approvisionnements et référente Uni-HA.

La liste des comptes correspondant à chaque secteur d'achats est annexée à la présente délégation. Elle est communiquée aux bénéficiaires de la délégation, ainsi qu'au comptable du CHU.

Article 3 : Une délégation secondaire est donnée pour la signature des bons de commandes du secteur d'achats qu'ils encadrent, mais exclusivement pour les comptes budgétaires de classe 6, à :

- M. Yoann MARTIN, Ingénieur Acheteur sur le secteur des achats de laboratoires
- M. Julien FABBRO, Ingénieur en charge de la restauration du CHU

Article 4 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la Direction des Affaires Financières,
- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 5 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 6 : La présente délégation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 1er février 2013

La Directrice générale adjointe,
Directrice générale par intérim
Eliane TOUSSAINT

Les bénéficiaires de la délégation :

- Mickaël DUWOYE
- Françoise DE TOMMASO
- Monique ALLENBACH
- Marine COATLEVEN
- Sophie DAHMANE
- Gabrielle GAUDAIRE
- Julien FABBRO
- Yoann MARTIN

Délégation de signature 2013-02-01-9 du 1er février 2013

Madame Eliane TOUSSAINT, directrice générale adjointe, directrice générale par intérim du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,

VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,

VU le décret n° 2006-975 du 1er août 2006 modifié portant Code des Marchés Publics,

VU l'arrêté du Centre National de Gestion du 22 janvier 2013 la nommant directrice générale adjointe du CHU de Nancy à compter du 1er février 2013,

VU l'arrêté 2013-113 du directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine, en date du 31 janvier 2013, la désignant directrice générale par intérim du CHU de Nancy et de la maternité régionale universitaire de Nancy à compter du 1er février 2013,

Article 1er : Donne délégation à Madame Pascale BASTIEN-KÉRÉ, Directrice du système d'information, et en son absence pour congés, à Monsieur Mickaël DUWOYE, Directeur des services économiques, pour la représenter, et signer en ses nom et place l'ensemble des pièces administratives et correspondances relatives aux opérations suivantes :

- ☐ Appel d'offres et marché à procédure adaptée concernant la Direction du système d'information :
 - Etude des offres des candidats
 - Etablissement du rapport d'analyse des offres présenté à la Commission de validation des marchés publics
- ☐ Marché négocié concernant la Direction du système d'information :
 - Etude des offres et négociation avec les candidats

Article 2 : Après signature des marchés par la directrice générale par intérim, Madame BASTIEN-KÉRÉ, et, en son absence pour congés, Monsieur Mickaël DUWOYE, ont délégation pour la représenter et signer en ses nom et place l'ensemble des pièces administratives et correspondances relatives à l'exécution des marchés publics concernant la Direction du système d'information.

Article 3 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires du Codes des Marchés Publics,
- de rendre compte à la directrice générale par intérim des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 4 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'application des dispositions du Code des Marchés Publics par l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 5 : La présente délégation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 1er février 2013

La Directrice générale adjointe,
Directrice générale par intérim
Eliane TOUSSAINT

Les bénéficiaires de la délégation de signature :

- Pascale BASTIEN-KÉRÉ
- Mickaël DUWOYE

Délégation de signature 2013-02-01-10 du 1er février 2013

Madame Eliane TOUSSAINT, directrice générale adjointe, directrice générale par intérim du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,

VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,

VU l'arrêté du Centre National de Gestion du 22 janvier 2013 la nommant directrice générale adjointe du CHU de Nancy à compter du 1er février 2013,

VU l'arrêté 2013-113 du directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine, en date du 31 janvier 2013, la désignant directrice générale par intérim du CHU de Nancy et de la maternité régionale universitaire de Nancy à compter du 1er février 2013,

Article 1er : Donne délégation à Monsieur Olivier DUBOSC de PESQUIDOUX, Directeur de la Recherche et de l'Innovation, pour signer en son nom et place toutes pièces administratives, comptables (notamment les factures) et conventionnelles relatives à la gestion de la Direction de la Recherche et de l'Innovation.

Donne délégation secondaire à Monsieur Mehdi SIAGHY, Ingénieur hospitalier, pour l'ensemble des contrats de recherche, en particulier pour l'engagement du CHU en tant que promoteur ou porteur de protocoles de recherche, et pour l'engagement du CHU en tant que participant à un protocole de recherche à travers ses médecins investigateurs.

Article 2 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la Direction des Finances,
- de rendre compte à la directrice générale par intérim des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 3 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de cette délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 4 : La présente délégation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 1er février 2013

La Directrice générale adjointe,
Directrice générale par intérim
Eliane TOUSSAINT

Les bénéficiaires de la délégation de signature :

- Olivier DUBOSC de PESQUIDOUX
- Mehdi SIAGHY

Délégation de signature 2013-02-01-13 du 1er février 2013

Madame Eliane TOUSSAINT, directrice générale adjointe du CHU, Directrice générale par intérim du CHU de Nancy et de la Maternité Régionale Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,
VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,
VU la convention de direction commune du 2 novembre 2010 entre le CHU de Nancy et la Maternité Régionale Universitaire,
VU l'arrêté du Centre National de Gestion du 22 janvier 2013 la nommant directrice générale adjointe du CHU de Nancy à compter du 1er février 2013,
VU l'arrêté 2013-113 du directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine, en date du 31 janvier 2013, la désignant directrice générale par intérim du CHU de Nancy et de la maternité régionale universitaire de Nancy à compter du 1er février 2013,
VU l'arrêté de nomination en date 3 juillet 2012, nommant Monsieur Jérôme GOEMINNE, Directeur Adjoint de la Maternité Régionale à compter du 1er août 2012,
VU l'arrêté de nomination en date du 7 février 2011, nommant Madame Clémence MAINPIN, Directrice Adjointe à compter du 1er avril 2011 au CHU de Nancy,
VU la décision de nomination en date du 21 mai 2008, nommant Monsieur Sylvain GROB, Ingénieur chef, à la Maternité Régionale de Nancy,

DECIDE

Article 1er : Délégation principale est donnée à Monsieur Jérôme GOEMINNE, Directeur Adjoint chargé de la Maternité Régionale Universitaire, pour signer l'ensemble des documents, actes administratifs, décisions, documents budgétaires sans limitation ni d'objet, ni de montant, rendus utiles et nécessaires pour assurer le fonctionnement et la continuité de l'établissement, y compris les documents à transmettre à l'autorité judiciaire.

Article 2 : Délégation secondaire est donnée à Madame Clémence MAINPIN, Directrice Adjointe, en l'absence de Madame Eliane TOUSSAINT et de Monsieur Jérôme GOEMINNE pour signer l'ensemble des documents, actes administratifs, décisions, documents budgétaires sans limitation de montant, rendus utiles et nécessaires pour assurer le fonctionnement et la continuité de l'établissement, y compris les documents à transmettre à l'autorité judiciaire.

Article 3 : Délégation est donnée à Monsieur Sylvain GROB, Ingénieur Chef, en l'absence de Madame Eliane TOUSSAINT, de Monsieur Jérôme GOEMINNE et de Madame Clémence MAINPIN, pour signer l'ensemble des documents, actes administratifs, décisions, documents budgétaires sans limitation de montant, rendus utiles et nécessaires pour assurer le fonctionnement et la continuité de l'établissement, y compris les documents à transmettre à l'autorité judiciaire, à l'exception des documents en relation avec ceux dont lui-même ou l'un de ses propres délégataires seraient déjà signataires (Mandatement de factures de travaux ou de commandes des Services techniques en particulier).

Article 4 : Ces délégations principales et secondaires sont assorties de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires en vigueur,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés,
- de rendre compte des opérations effectuées au chef d'établissement.

Article 5 : Les titulaires de ces délégations ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leurs délégations et, sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 6 : La présente délégation prend effet à compter de sa parution au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

Article 7 : Toute décision de délégation de signature antérieure à la présente, ayant le même objet, est rapportée.

Nancy, le 1er février 2013 en 4 exemplaires originaux

La Directrice générale adjointe,
Directrice générale par intérim
Eliane TOUSSAINT

Vu les bénéficiaires de la délégation de signature - émargement :

1. Monsieur Jérôme GOEMINNE
2. Madame Clémence MAINPIN
3. Monsieur Sylvain GROB

Décision du 1er février 2013 d'habilitation et de délégation de signature en faveur de Monsieur Jean-Paul GASSMANN, Ingénieur Sécurité— Responsable Département Sécurité

Madame Eliane TOUSSAINT, directrice générale adjointe, directrice générale par intérim du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,
VU l'article n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,
VU l'arrêté du Centre National de Gestion du 22 janvier 2013 la nommant directrice générale adjointe du CHU de Nancy à compter du 1er février 2013,
VU l'arrêté 2013-113 du directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine, en date du 31 janvier 2013, la désignant directrice générale par intérim du CHU de Nancy et de la maternité régionale universitaire de Nancy à compter du 1er février 2013,

Article 1er : Monsieur Jean-Paul GASSMANN, Ingénieur Sécurité – Département Sécurité au CHU de Nancy, est habilité à représenter Madame la directrice générale par intérim dans les démarches de dépôt de plaintes auprès des autorités de police et de gendarmerie, au nom du CHU, et à suivre les dossiers concernés.

Dans ce cadre, il reçoit délégation de signature.

Nancy, le 1er février 2013

La Directrice générale adjointe,
Directrice générale par intérim
Eliane TOUSSAINT

Le bénéficiaire de la délégation :

- Jean-Paul GASSMANN

Décision du 1er février 2013 d'habilitation et de délégation de signature en faveur de Monsieur David MARCHAL, Adjoint à l'Ingénieur Sécurité

Madame Eliane TOUSSAINT, directrice générale adjointe, directrice générale par intérim du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,

VU l'article n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,

VU l'arrêté du Centre National de Gestion du 22 janvier 2013 la nommant directrice générale adjointe du CHU de Nancy à compter du 1er février 2013,

VU l'arrêté 2013-113 du directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine, en date du 31 janvier 2013, la désignant directrice générale par intérim du CHU de Nancy et de la maternité régionale universitaire de Nancy à compter du 1er février 2013,

Article 1er : Monsieur Jean David MARCHAL, Adjoint à l'Ingénieur Sécurité au CHU de Nancy, est habilité à représenter Madame la directrice générale par intérim dans les démarches de dépôt de plaintes auprès des autorités de police et de gendarmerie, au nom du CHU, et à suivre les dossiers concernés.

Dans ce cadre, il reçoit délégation de signature.

Nancy, le 1er février 2013

La Directrice générale adjointe,
Directrice générale par intérim
Eliane TOUSSAINT

Le bénéficiaire de la délégation :

- David MARCHAL

CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY

DIRECTION

Décision N° 004/13 de délégation de signature en date du 23 janvier 2012

Le Directeur,

VU l'article L.6143-7 du Code de la Santé Publique ;

VU les articles D 6143-33 à D 6143-36 du Code de la Santé Publique ;

VU le tableau des attributions des directions fonctionnelles du Centre Psychothérapique de Nancy ;

VU l'arrêté du 11/12/2008 nommant Monsieur Gilles BAROU dans les fonctions de Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy avec une prise de fonction à compter du 16 février 2009 ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2010 nommant Monsieur Sébastien MESTELAN dans les fonctions de Directeur Adjoint au Centre Psychothérapique de Nancy ;

DECIDE

Article 1er : La décision n° 044/10 du 02 novembre 2010 est amendée sur le point III de l'article 2.

Article 2 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Sébastien MESTELAN, Directeur Adjoint chargé des Ressources Humaines, dans les domaines de compétences et sous les réserves ci-après :

I - Questions relatives à la gestion du personnel non médical et médical

a) Délégation permanente est donnée à Monsieur Sébastien MESTELAN à l'effet de signer :

- tous les documents, certificats, attestations, conventions, contrats, décisions administratives, notes d'information, correspondances et bordereaux relevant de l'activité de la Direction des Ressources Humaines à l'exclusion des correspondances aux services ministériels ou impliquant des dispositifs réglementaires internes et des notes de service,

- les décisions y compris les suspensions, conventions et contrats relatifs à la gestion du personnel à l'exclusion de celles ayant trait aux sanctions disciplinaires,

b) Délégation permanente est donnée à Madame Michèle GUEFVENEU, Attachée d'Administration Hospitalière, à l'effet de signer :

- tous les documents, certificats, attestations, conventions, contrats, décisions administratives, notes d'information, correspondances et bordereaux relevant de l'activité de la Direction des Ressources Humaines à l'exclusion des correspondances aux services ministériels ou impliquant des dispositifs réglementaires internes et des notes de service

- les décisions y compris les suspensions, conventions et contrats relatifs à la gestion du personnel à l'exclusion de celles ayant trait aux sanctions disciplinaires,
- En cas d'absence de Monsieur MESTELAN et de Madame Michèle GUEFVENEU, Mesdames Josette GARNY et Nathalie LIENARD, Adjointes des Cadres Hospitaliers, recevront délégation à l'effet de signer les bordereaux et correspondances courantes relevant du bureau de la gestion du personnel.

II - Questions relatives à la Formation Continue

a) Délégation permanente est donnée à Monsieur Sébastien MESTELAN à l'effet de signer :

- tous les documents, conventions, notes d'information, certificats, attestations, correspondances et bordereaux concernant la formation continue à l'exclusion des correspondances aux services ministériels et des notes de service.

b) En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Sébastien MESTELAN, la délégation susvisée sera exercée par Madame Michèle GUEFVENEU, Attachée d'Administration Hospitalière.

c) Délégation permanente est donnée à Monsieur MUNERELLE Didier, responsable du bureau de la formation continue, à l'effet de signer toutes correspondances aux personnels de l'établissement relatives à l'organisation et au déroulement de leur action de formation.

Article 3 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Sébastien MESTELAN, Directeur Adjoint, à effet de signer au nom de Monsieur Gilles BAROU, Directeur, en son absence :

- les conventions,

- tous documents et correspondances,
- communication et copies de pièces.

Article 4 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Sébastien MESTELAN, Directeur Adjoint, à effet de signer lors des gardes administratives toutes les décisions, certificats, bulletins, relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Article 5 : Les signatures des agents visés à l'article 2 sont annexées à la présente décision. Elles doivent être précédées de la mention "Pour le Directeur et par délégation" suivie du grade et des fonctions du signataire.

Le prénom et le nom dactylographiés des signataires devront suivre leur signature manuscrite.

Article 6 : La présente délégation prend effet le 23 janvier 2013. Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle. Laxou, le 23 janvier 2012

Le Directeur,
Gilles BAROU

Décision N° 005/13 de délégation de signature en date du 23 janvier 2012

Le Directeur,

VU l'article L.6143-7 du Code de la Santé Publique ;

VU les articles D 6143-33 à D 6143-36 du Code de la Santé Publique ;

VU l'information qui sera donnée au Conseil de Surveillance en date du 24 juin 2011 ;

VU le tableau des attributions des directions fonctionnelles du Centre Psychothérapique de Nancy ;

VU l'arrêté du 11/12/2008 nommant Monsieur Gilles BAROU dans les fonctions de Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy avec une prise de fonction à compter du 16 février 2009 ;

VU l'arrêté du 23 février 2011 du Centre National de Gestion affectant Madame Elisabeth WISNIEWSKI, Directrice des Soins, dans les fonctions de Directrice des Soins Coordinatrice des Instituts de formation rattachés au CPN (Institut de Formation des Cadres de Santé et Institut de Formation en Soins infirmiers) à compter du 1er juin 2011 ;

VU la décision N° 029/08 du 19 juin 2008 du Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy désignant Mme DANAN Jane-Laure Adjoint pour l'IFSI au Directeur des Soins-Coordonnateur des Instituts à compter du 1er juillet 2008 ;

VU la décision N° 030/08 du 19 juin 2008 du Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy désignant M. HUREAUX Claude Adjoint pour l'IFCS au Directeur des Soins-Coordonnateur des Instituts à compter du 1er juillet 2008 ;

DECIDE

Article 1er : La décision n° 044/10 du 02 novembre 2010 est annulée pour le point III

Article 2 : Délégation pour les Questions relatives à la gestion des Instituts

a) Délégation permanente est donnée à Madame Elisabeth WISNIEWSKI, Directrice des Soins Coordinatrice des instituts de formation, à l'effet de signer, concernant la gestion de l'IFCS et de l'IFSI en lien avec l'établissement de santé :

tous les documents, toutes les conventions (y compris avec l'Université, dans le cadre de la mobilité Erasmus, les autres établissements dans le cas de prestations de formation...), notes d'information, certificats, attestations, correspondances et bordereaux à l'exclusion des correspondances aux services ministériels, des correspondances impliquant des dispositifs réglementaires internes et des notes de service de l'établissement.

b) Délégation permanente est donnée à Madame Jane-Laure DANAN, nommée adjoint pour l'IFSI au directeur des soins coordonnateur des Instituts, à effet de signer :

pour la gestion des ressources humaines, toutes pièces liées à l'absentéisme des personnels de l'IFSI.

pour la maintenance de l'IFSI et son fonctionnement général : les commandes de petits matériels, outillages et réparations courantes, les commandes de fournitures de bureau,

c) Délégation permanente est donnée à M. HUREAUX Claude, nommé adjoint pour l'IFCS au directeur des soins coordonnateur des Instituts, à effet de signer :

pour la gestion des ressources humaines, toutes pièces liées à l'absentéisme des personnels de l'IFCS.

pour la maintenance de l'IFCS et son fonctionnement général : les commandes de petits matériels, outillages et réparations courantes, les commandes de fournitures de bureau.

d) En cas d'absence de Madame Elisabeth WISNIEWSKI, délégation est donnée à Mme DANAN Jane-Laure, à effet de signer :

- tous les documents nécessaires à la gestion des affaires courantes de l'IFSI à l'exception de ceux adressés aux institutions extérieures à l'établissement : Ministère, ARS, Conseil Régional, Universités.

e) En cas d'absence de Madame Elisabeth WISNIEWSKI, délégation est donnée à M. HUREAUX Claude, à effet de signer :

- tous les documents nécessaires à la gestion des affaires courantes de l'IFCS à l'exception de ceux adressés aux institutions extérieures à l'établissement : Ministère, ARS, Conseil Régional, Universités.

Article 3 : La présente délégation prend effet le 23 janvier 2013. Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle. Laxou, le 23 janvier 2012

Le Directeur,
Gilles BAROU

AVIS ET COMMUNICATIONS

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE

Avis relatif à l'extension d'un avenant salarial à la convention collective de travail concernant les exploitations de polyculture et d'élevage du département de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

envisage de prendre, en application des articles L. 2261-26, R. 2231-1, D. 2261-6 et D. 2261-7 du code du travail, un arrêté tendant à rendre obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de la convention collective susmentionnée, les dispositions de l'avenant à ladite convention ci-après indiqué.

Texte dont l'extension est envisagée :

Avenant n° 83 du 13 septembre 2012 – Nouvelle grille de salaires concernant les exploitations de polyculture et d'élevage.

Signataires :

Organisations d'employeurs :

- La Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles de la Meurthe et Moselle ;
- Le Syndicat Professionnels des Entrepreneurs de Travaux Agricoles, d'Aménagements Ruraux et Forestiers de Lorraine ;
- La Fédération Départementale des CUMA de Meurthe et Moselle ;

Organisations syndicales de salariés intéressées rattachées à la :

- C.F.D.T.
- SNCEA C.F.E. /C.G.C.
- F.O.
- C.F.T.C.

Dépôt :

A l'Unité Territoriale 54 de la DIRECCTE LORRAINE.

Le texte de cet avenant pourra être consulté à l'Unité Territoriale Meurthe et Moselle de la DIRECCTE LORRAINE.

Dans un délai de quinze jours, les organisations professionnelles et toutes personnes intéressées sont priées de faire connaître leurs observations et avis au sujet de l'extension envisagée. Leurs communications devront être adressées à la préfecture du Département de Meurthe-et-Moselle.

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE

PREVENTION DES RISQUES

Document du 30 janvier 2013 listant les agents de la DREAL – direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement - Lorraine habilités au titre de l'article R.8111-8 du code du travail pour l'inspection du travail dans les mines et carrières

Conformément aux dispositions de l'article R. 8111-8 du code du travail, les agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement – DREAL – Lorraine, dont les noms figurent dans la liste ci-dessous, sont habilités à exercer les attributions des inspecteurs du travail en ce qui concerne l'exploitation des mines et carrières de la région Lorraine, ainsi que de leurs dépendances, à l'exception des carrières situées dans le domaine de l'État mises à disposition du ministre de la défense.

Ces missions sont exercées sous l'autorité du ministre chargé du travail.

- Mme Pascale HANOCQ
- M. Robert MAZZOLENI
- Mme Stéphanie DUMONT
- M. Gérard FOLNY
- Mlle Frédérique TABARY
- Mme Sabrina GUILLEVIC
- M. Pascal PELINSKI
- Mme Claire MERMET
- M. Denis TOUSSAINT
- M. René VILLAIN
- Mme Mélanie LOUIS-ZABETH
- M. Florian DUBARE
- M. Daniel FLEURENTIN

La présente liste annule et remplace la liste du 4 juillet 2011.

Les décisions individuelles d'habilitation sont consultables au secrétariat général de la DREAL Lorraine à Metz.

Metz, le 30 janvier 2013

La Chef de Division Risques Miniers et Sous-Sols,
P. HANOCQ

